

**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**



LA GEOPOLITIQUE DE L'ARABIE SAOUDITE

**Mémoire de géopolitique
du commandant Stéphane Lelièvre
dans le cadre du séminaire « Géopolitique du Moyen Orient »**

Directeur : monsieur le professeur Pascal LEPAUTREMAT

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. La géopolitique de l'Arabie Saoudite
2. 2006_memoire_geop_géopolitique de l'Arabie Saoudite_Lelièvre
3. Commandant, armée de Terre,LELIEVRE Stéphane , France
4. 22 mars 2006
5. Division A – groupe 3
6. Mémoire de géopolitique
7. L'Arabie Saoudite est un Etat jeune né de l'alliance entre la famille Saoud et le wahhabisme, conception ultra rigoriste de l'Islam sunnite. Elle s'est imposé rapidement comme puissance régionale majeure grâce à ses ressources pétrolières gigantesques et à la protection des Etats-Unis. Après une décennie de prospérité de 1973 au milieu des années quatre-vingt, l'Arabie Saoudite s'est heurtée à de nombreuses difficultés, d'ordres économique, social et politique. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, le pays est montré du doigt pour sa propagation du wahhabisme et ses liens avec le terrorisme islamiste international. Aujourd'hui, le royaume est victime de ses incohérences apparentes. Les Saoud ont conforté leur légitimité en tant que champions du wahhabisme. Ils se sont également enrichi de manière spectaculaire grâce aux échanges commerciaux avec l'Occident. Enfin leur alliance avec les Etat-Unis a contribué à leur sécurité. Pourtant, le royaume est aujourd'hui condamné à se réformer en profondeur afin de survivre. Les réformes constituent à la fois un enjeu et une menace, car elles remettent en cause les principes fondateurs de l'Etat. A 81 ans, le roi Abdallah est convaincu de leur nécessité et les a initiées depuis une dizaine d'années.
8. Arabie Saoudite, Riyad, Islam, wahhabisme, sunnisme, lieux saints, pétrole, Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, Golfe persique, Conseil de Coopération du Golfe, islamisme, jihad, Ligue Islamique Mondiale.

Géopolitique de l'Arabie Saoudite.

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LES FONDEMENTS ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARABIE SAOUDITE

L'alliance entre le prince et le réformateur religieux

Les conquêtes d'Abd al Aziz ibn Saoud

L'organisation du pouvoir et du territoire

La manne pétrolière au service des Saoud

DEUXIÈME PARTIE: L'ARABIE SAOUDITE SUR LA SCENE INTERNATIONALE

La puissance dominante de la péninsule arabique

Un acteur régional majeur

Le premier exportateur de pétrole au monde

Le rayonnement par l'Islam

TROISIEME PARTIE : LES DEFIS DE LA PERIODE POST GUERRE FROIDE

Les difficultés économiques et sociales

Le néo ikhwanisme

La remise en cause de l'alliance américaine

Les tensions dynastiques et la nécessité des réformes

INTRODUCTION

Le 11 septembre 2001, les Etats-Unis subissent l'attentat le plus meurtrier et le plus spectaculaire de l'Histoire. Parmi les 19 terroristes impliqués, 15 ont la nationalité saoudienne et tous appartiennent à l'organisation terroriste al Qaïda, dirigée par Oussama bin Laden, Saoudien déchu de sa nationalité en 1994. L'Amérique a ainsi été frappée par les sujets d'un de ses principaux alliés depuis 1945 : le royaume d'Arabie Saoudite. Brutalement, ce grand ami de l'Occident devient l'objet de méfiance et de critiques acerbes à cause des liens évidents entre son prosélytisme wahhabite et le développement des réseaux radicaux islamistes dans le monde musulman.

Le royaume d'Arabie Saoudite est un Etat jeune fondé par la famille Saoud sur un projet tant théologique que politique : le wahhabisme. Ce pays vaste, grand comme quatre fois la France, est dans son ensemble désertique et sous peuplé. Mais il bénéficie de deux atouts majeurs : sa richesse pétrolière, la plus importante au monde et la présence des deux principaux lieux saints de l'Islam, la Mecque et Médine. Ces deux éléments assurent au royaume un rayonnement international et une importance stratégique majeure.

Le drame du 11 septembre résulte du malaise que connaît cet Etat dépourvu de racines historiques solides, déchiré entre son identité wahhabite et sa nécessaire alliance avec l'Occident, véritable garant de sa prospérité et de sa sécurité.

La question désormais est de savoir si le royaume des Saoud est capable de faire face à cette contradiction majeure?

. Menacée de l'intérieur et décriée à l'extérieur, la monarchie se trouve dans une situation critique. Il lui faut à la fois réformer son économie et sa politique extérieure, afin de garantir sa prospérité et sa sécurité. D'autre part, elle doit satisfaire une population jeune marquée par l'idéal wahhabite et confrontée à l'influence de la mondialisation.

Les Saoud sont parvenus en quelques décennies, à transformer un vaste territoire inhospitalier peuplé de nomades en un Etat moderne et puissant. Les origines du royaume fondé par Abd al Aziz ibn Saoud en 1932 remontent au XVIII^{ème} siècle, à l'alliance d'intérêts entre un prince guerrier du Najd, Mohammad ibn Saoud et le réformateur musulman Mohammad ibn Abd al Wahhab. Ainsi, au début du XX^{ème} siècle, Abd al Aziz a-t-il basé la légitimité de sa monarchie sur une volonté d'unifier les tribus de la péninsule arabique dans une entreprise politico religieuse visant à redonner à l'Islam la pureté et l'élan de ses origines.

Cet objectif hautement symbolique et messianique, dont le théâtre n'est autre que le berceau de la civilisation arabo musulmane, n'est pas sans rappeler l'épopée du Prophète Muhammad lui-même. Sa victoire sur les Hachémites pour le contrôle des Lieux saints, l'exploitation des ressources pétrolières gigantesques de son royaume et son alliance avec la super puissance américaine ont donné au roi les moyens de consolider l'existence du nouvel Etat.

Grâce à sa richesse et à la bienveillance occidentale, l'Arabie Saoudite s'est rapidement imposée comme puissance régionale et islamique majeure et comme acteur déterminant sur la scène économique mondiale.

Depuis une vingtaine d'années, de nombreuses difficultés sont apparues. Touchée par une crise économique et sociale, affaiblie par des querelles dynastiques, violemment frappée par une contestation islamiste croissante et récemment déconsidérée aux yeux de l'Occident, l'Arabie Saoudite a atteint un tournant dans son Histoire.



1. FONDEMENTS ET DEVELOPPEMENT DE L'ARABIE SAOUDITE

1.1 L'alliance entre le prince et le réformateur

Le premier fondement du royaume d'Arabie Saoudite est constitué par l'alliance politico théologique conclue au XVIII^{ème} siècle entre un prince du Najd, Muhammad ibn Saoud, et le réformateur islamique Muhammad bin Abd al Wahhab. Par ce marché, la famille Saoud s'engage à assurer au wahhabisme¹ l'exclusivité religieuse sur ses terres en échange de quoi les dignitaires wahhabites doivent garantir l'obéissance des fidèles au pouvoir des Saoud. Cette alliance est restée valable jusqu'à aujourd'hui malgré les péripéties de l'histoire.

1.1.1 Les origines du wahhabisme.

Muhammad ibn Abd al Wahhab est né en 1703 dans le Najd, au sein d'une famille d'oulémas² de la tribu des Tamîm. Il fut initié par son père au hanbalisme, l'école juridique musulmane la plus rigoriste, fondée par Ahmad ibn Hanbal (780-855). Véritable fondement du wahhabisme, cette école de droit est aujourd'hui l'école officielle d'Arabie Saoudite. Elle se réfère quasi exclusivement au Coran et aux Hadiths³ et rejette l'utilisation du raisonnement analogique, du consensus et de l'opinion personnelle admise par les trois autres écoles, plus anciennes. Populaire au Mashrek⁴ jusqu'à la fin de l'empire abbasside, cette doctrine connu un nouvel élan au XIV^e siècle par l'influence d'Ibn Taymiya, avant d'être marginalisée par le pouvoir ottoman, soucieux d'éviter les dérives rigoristes dans un empire multi confessionnel.

Chassé de son oasis d'Ûyaynah à cause de ses positions radicales, ibn Abd al Wahhab voyage dans le Hijaz, en Irak et en Syrie avant d'écrire son œuvre majeure, « *le Livre de l'Unification* » en 1739. Nommé Qâdi⁵ dans la province du Hassa, il est contraint de fuir à Dir'iyah, oasis du cheikh Mohammad ibn Saoud après avoir fait lapider, pour adultère, la

¹ L'appellation « wahhabite » est européenne, les adeptes de cette doctrine se nomment eux-mêmes les « muwahhidûn », les unitaristes, ceux qui croient en l'Unicité de Dieu ou encore « salafiyûn » en référence aux « Salaf as Sâlih », les compagnons du Prophète.

² Le terme oulémas correspond au pluriel du mot arabe 'âlim, savant en sciences religieuses.

³ Les Hadiths sont les témoignages sur des paroles, faits et gestes du prophète Mohammad, rapportés oralement par ses compagnons. Leur ensemble, regroupé dans des recueils, forme la Sunna, la Tradition prophétique.

⁴ Zone du croissant fertile englobant le Levant et l'actuel Irak.

⁵ Juge musulman.

parente d'un prince du Hassa⁶. C'est à Dir'iyah, en 1745, que le réformateur fait alliance avec son protecteur, Muhammad ibn Saoud, pour « faire triompher, par les armes, le règne et la parole de Dieu »⁷. A cette occasion, ibn Abd al Wahhab aurait prononcé la formule suivante : « Le sang par le sang et la destruction par la destruction »⁸. Afin de consolider cette alliance, Muhammad bin Saoud épousa la fille d'Ibn Abd al Wahhab.

L'objectif d'ibn Abd al Wahhab était de revenir à la pureté supposée de l'Islam originelle, à l'époque du Prophète et de ses compagnons, il s'agit donc de supprimer toutes les innovations postérieures, considérées comme néfastes. L'intransigeance d'ibn Abd al Wahhab est obsessionnelle, tout ce qui n'était pas explicitement autorisé par le Coran ou la Sunna doit être proscrit. Lorsque la Mecque est prise par Saoud al Kabir en 1803, les wahhabites n'hésitent pas à saccager et détruire les tombeaux des Saints et les ornements de la Kaaba⁹. De manière identique, ils détruisent la tombe d'Hussein, petit fils du Prophète et lieu de pèlerinage chiite, à Kerbala en 1801. En 1924, lors de la seconde prise de la Mecque, ils s'en prennent au monument marquant la tombe du Prophète et aux ornements de sa mosquée, ils détruisirent également la maison de Khadija¹⁰ et les tombes des Compagnons.

Pour réussir sa réforme, ibn Abd al Wahhab prône la contrainte, au détriment de la persuasion. Au cours de leurs conquêtes, les guerriers wahhabites se sont régulièrement livrés à des massacres de populations jugées hérétiques. La population de la ville de Taëf, dans le Hijaz, fut exterminée à deux reprises (1803 et 1924) pour avoir accepté l'autorité du Shérif de la Mecque, qualifié de munafik¹¹ et de mushrik¹². La population chiite de Kerbala, fut plusieurs fois massacrée lors de raids wahhabites.

Il est nécessaire de replacer la naissance du wahhabisme dans son contexte historique : au 18^{ème} siècle, l'Islam est en déclin par rapport à l'Occident chrétien. Pour ibn Abd al Wahhab, les Ottomans sont responsables de cet état de fait à cause de leur application du droit hanafite¹³. L'influence de cette école avait pénétré la péninsule par l'occupation ottomane des côtes de la mer Rouge et du Golfe Persique.

⁶ Cette peine n'avait jamais été appliquée dans la région et il est rapporté qu'ibn Abd al Wahhab aurait, à cette occasion, jeté les premières pierres (David Rigoulet-Roze - 2005).

⁷ Henri Laoust, dans son œuvre sur ibn Taymiya 1965.

⁸ Antoine Basbous dans « l'Arabie Saoudite en question », 2002.

⁹ Cube de pierre édifié par Adam, reconstruit par Abraham, dans lequel se trouve la pierre noire apportée par l'archange Gabriel. Ce monument indique la Qibla, direction de la Mecque vers laquelle les musulmans se dirigent pour prier.

¹⁰ Première épouse du Prophète et première femme convertie à l'Islam.

¹¹ Hypocrite, dans le sens musulman : celui qui feint d'être musulman.

¹² Idolâtre : celui qui ne vénère pas uniquement Dieu.

¹³ L'école de droit hanafite est la plus ancienne et la plus libérale et pragmatique. Elle fut l'école officielle de l'Empire Ottoman. Elle est toujours très répandue en Turquie et en Asie centrale.

Parallèlement, l'influence chiite de l'Empire perse Séfévide¹⁴ se fait sentir en Irak et dans la province du Hassa. L'apparition du wahhabisme est donc une réaction face à ce qui était perçu comme un déclin de l'Islam sunnite face au Christianisme et au Chiisme, à cause du laxisme ottoman. Le but d'ibn Abd al Wahhab n'est pas de créer une nouvelle secte au sein de l'Islam, mais de convaincre l'ensemble des musulmans sunnites de la nécessité de purifier leur religion.

1.1.2 Le wahhabisme : fondement de la légitimité saoudienne.

L'élan insufflé par la doctrine wahhabite joue un rôle majeur dans les conquêtes fulgurantes de Muhammad ibn Saoud et de ses successeurs. Cette vision religieuse explique également le prosélytisme saoudien. Symbole de cette alliance politico théologique, le drapeau saoudien comporte sur fond vert, couleur de l'Islam, la shahadat¹⁵, affirmation du monothéisme strict prôné par ibn Abd al Wahhab et un sabre, représentant la force militaire de la famille Saoud¹⁶.

Le soutien des Saoud à la doctrine wahhabite constitue leur principale légitimité. Les Saoud ne bénéficient pas d'origines prestigieuses ; leur famille appartient à une tribu modeste du Najd, les Anazat. Ils ne peuvent se prévaloir de liens familiaux avec le Prophète, comme autrefois les Shérifs de la Mecque, les Hachémites notamment. Ceci explique que les Saoud ont toujours cherché à contrer l'esprit arabe de « 'asabiyyat »¹⁷ en mettant en avant la cause islamique. Toute déviation par rapport aux préceptes wahhabites constitue une contradiction, et donc une menace pour la monarchie saoudienne.

De fait, l'Arabie Saoudite reste une « monarchie islamique » ayant pour unique constitution le Coran et la Sunna¹⁸, comme le stipule la Loi fondamentale sur l'Etat. Enfin, le roi s'appuie sur le Haut comité des Oulémas pour gouverner.

Les descendants d'ibn Abd al Wahhab continuent à jouer un rôle primordial dans le royaume, en tenant des postes clés dans les institutions judiciaires et religieuses. Notamment les postes de ministre de la justice et de ministre des affaires islamiques, des biens morts et de la prédication. Ils portent le nom d'Ahl ash Sheikh, littéralement : la famille du maître. Le

¹⁴ Au XVIIIème siècle, la dynastie iranienne des Séfévide est à son apogée, elle contrôle la Perse et résiste à l'empire Ottoman.

¹⁵ Profession de foi musulmane : «il n'y a de dieu que Dieu et Muhammad est son prophète ».

¹⁶ Selon la légende, un sabre à double tranchant fut offert à Muhammad ibn Saoud par Ibn Abd al Wahhab. Il se transmet depuis à la tête du pouvoir saoudien et symbolise la continuité monarchique.

¹⁷ Esprit de clan.

¹⁸ Recueil des Hadiths qui évoquent les faits, gestes et paroles du Prophète. Littéralement « Tradition » en arabe.

Sheikh Abd al Aziz Ahl ash Sheikh incarne l'autorité religieuse suprême depuis 1999, en tant que président du haut comité des Oulémas et grand mufti¹⁹ du Royaume.

Il faut enfin mentionner la redoutable Commanderie pour la promotion de la vertu et l'éradication du vice²⁰, composée de 3500 « policiers » religieux, chargés de faire respecter les divers préceptes islamiques, conformément aux directives du pouvoir royal et des oulémas. Son chef, le Sheikh Ibrahim al Ghaith depuis 2002, a rang de ministre.

1.2 Les conquêtes saoudiennes

1.2.1 Le premier Etat saoudien

Fondateur du premier Etat saoudien, Muhammad ibn Saoud règne jusqu'en 1765. Lui succèdent son fils Abd al Aziz I (1765-1803), son petit fils Saoud II al Kabir²¹ (1803-1814) et son arrière petit fils Abdallah Ier (1814-1818). Les conquêtes des Saoud sont fulgurantes. Après s'être imposés dans le Najd, ils conquièrent la quasi-totalité de la péninsule, à l'exception des confins omanais et yéménites. Les lieux saints du Hijaz (la Mecque et Médine) tombent sous leur contrôle en 1803. Ils progressent ensuite vers le Nord, lançant des raids profonds en Mésopotamie et en Syrie. Ces succès sont qualifiés de « seconde poussée arabe » et, selon Italinski, le consul russe à Istanbul à cette époque, la prise de Damas aurait permis à « l'Imam wahhabite » de restaurer l'empire omayyade et de déclarer le Sultan ottoman usurpateur du titre de Calife²². Les Ottomans, aux prises avec l'expédition d'Egypte de Bonaparte, ne peuvent réagir rapidement. En 1811, face aux difficultés de leurs troupes en Mésopotamie et aux Levant, ils demandent au wali²³ d'Egypte, Mehmet Ali, de détruire les Wahhabites. Il faudra 7 années et trois campagnes sanglantes et difficiles avant que son fils, Ibrahim Pacha, ne parvienne à anéantir totalement la puissance des Saoud. Leur capitale,

¹⁹ Juge religieux. Le grand mufti Muhammad Ahl ash Sheikh, en fonction de 1932 à 1969 avait un pouvoir tel qu'il bloqua une grande partie des réformes du roi Fayçal. Après sa mort, le roi remplaça la fonction de grand mufti par une direction collective d'Oulémas dirigés par le Sheikh aveugle Abd al Aziz bin Baz, non issu de la famille des Ahl ash Sheikh. Bin Baz fut nommé grand mufti en 1993 en remerciement de sa coopération avec le pouvoir royal. Abd al Aziz Ahl ash Sheikh est considéré comme docile par la monarchie.

²⁰ Ses membres sont appelés les « moutawa'in », ceux qui font se soumettre. Sensés être diplômés en religion, il s'agit souvent d'anciens délinquants rééduqués.

²¹ Le Grand.

²² Vassiliev, cité par Ménoret, 2003. Le Calife est le guide spirituel et séculier de la communauté musulmane, successeur du Prophète Muhammad. Ce titre avait été récupéré par le Sultan ottoman suite à sa conquête de l'Egypte des Mamelouks au XVIe siècle.

²³ Gouverneur.

Dir'iyah, fut rasée et une grande partie de la famille Saoud et des oulémas wahhabites massacrée.

1.2.2 Le second Etat saoudien

Le second Etat wahhabite a eu une existence plus éphémère, marquée par des luttes de pouvoir au sein de la famille Saoud. Cet Etat est initié par Turki as Saoud, chef d'une branche de la famille, différente de celle de Muhammad ibn Saoud. Il parvient, entre 1824 et 1834, à s'emparer du Najd. Il fait rentrer d'exil le petit fils d'ibn Abd al Wahhab qu'il nomme qadi de Riyad, la nouvelle capitale. Son fils, Faysal mène, sans succès, la lutte contre les troupes égypto ottomanes lancées contre lui. A sa mort, en 1865, la famille Saoud s'entredéchire et le Najd tombe sous la domination de la tribu des Chammars, originaire du Haïl (au Nord du Najd) et alliée des Ottomans, sous la conduite de leur chef ibn Rashid. Un des rares survivants de la famille Saoud, Abd ar Rahman, fils de Faysal, réussit à fuir au Koweït où il bénéficie de la protection de l'émir as Sabah. L'Emirat du Koweït est alors lui-même protégé par les Britanniques, désireux de bloquer les ambitions ottomanes dans la région du Golfe Persique.



1.2.3 Les conquêtes d'Abd al Aziz II ibn Saoud

La constitution du royaume saoudien actuel débute en 1901, lorsque Abd al Aziz as Saoud²⁴, fils d'Abd ar Rahman, quitte le Koweït accompagné d'une poignée de guerriers fidèles pour reprendre la lutte contre les Chammars d'Ibn Rashid et leurs alliés turcs. Le

²⁴ Il régna sous le nom d'Abd al Aziz II as Saoud mais est plus connu en Occident sous l'appellation d'Ibn Saoud, qu'il adopta lui-même après sa victoire contre ibn Rashid.

conflit dure jusqu'en 1904, lorsque la Sublime Porte, en proie à d'autres difficultés (conflit des Balkans, réforme de l'Etat), accepte de partager le Najd avec Abd al Aziz. En 1905, les Turcs évacuent le Najd, laissant face à face, Abd al Aziz et Ibn Rashid. Abd al Aziz fédère les tribus du Sud et l'emporte finalement en 1906²⁵. Cette victoire lui donne le contrôle du Najd. Il prend alors le titre d'émir du Najd et d'imam des Wahhabites, cumulant pouvoir politique et religieux, comme son ancêtre Saoud al Kabir. Abd al Aziz avance à nouveau ses pions en 1912, lorsqu'il chasse les garnisons turques du Hassa. Suite à cela, il prend contact avec Sir Percy Cox, le résident britannique dans le Golfe et s'engage à respecter les protectorats britanniques de la côte du Golfe.

Jusqu'aux années vingt, Abd al Aziz est contraint de freiner à ses ambitions. Son objectif est la conquête du Hijaz et des lieux saints. Cependant, les Britanniques ont misé sur Hussein, le Shérif hachémite de la Mecque, pour mener une révolte arabe contre les Turcs. Ils ne peuvent donc tolérer une agression des Saoud contre ce dernier. Abd al Aziz, quant à lui, n'est pas assez puissant pour lutter à la fois contre les Turcs, les Britanniques et les Hachémites. Cependant, les Britanniques sont en désaccord sur l'alliance avec les Hachémites²⁶. Sir Percy Cox et les membres de l'*Indian office* sont favorables à une alliance avec les Saoud et s'opposent à l'*Arabian office* et au *Foreign office* favorables à Hussein²⁷. En décembre 1915, à Darain²⁸, Sir Percy Cox s'assure la neutralité d'Abd al Aziz. Il le reconnaît comme maître du Najd et du Hassa et lui fournit des armes et de l'argent. Les Britanniques tentent, sans succès, d'allier Hussein et Abd al Aziz à leur profit. Abd al Aziz met à profit cette période de trêve pour organiser la redoutable armée des Ikhwân, littéralement les « frères », guerriers bédouins fanatisés par la doctrine wahhabite et désireux d'en découdre avec les hypocrites et les infidèles. Abd al Aziz peine à freiner leur ardeur guerrière et des troubles éclatent au-delà des frontières du royaume.

L'armistice de 1918 permet à Abd al Aziz de s'emparer du Haïl, au Nord. Il espère alors obtenir un débouché sur la Méditerranée. Au début des années vingt, les troubles provoqués par les Ikhwân se multiplient en Irak et en Transjordanie, nécessitant l'intervention des forces britanniques. En 1920, Abd al Aziz entreprend également la conquête de l'Assir, zone montagneuse de peuplement yéménite, bordant la mer Rouge, au Sud du Hijaz.

²⁵ Ibn Rashid fut décapité et sa tête fut transportée au bout d'une pique dans tout le Najd.

²⁶ Ces derniers avaient été mis en place par les Ottomans pour leur docilité et leur soutien à la Sublime Porte.

²⁷ L'objectif des Britanniques était d'assurer la sécurité de la route des Indes, l'*Indian office* privilégiait la route passant par la Mésopotamie et le Golfe Persique alors que l'*Arabian office* privilégiait la route passant par Suez et Aden. Ces deux bureaux relevant du ministère des affaires étrangères de Londres (*Foreign office*) jouissaient d'une large autonomie.

²⁸ Ile du Golfe persique, sur la côte du Hassa.

En 1924, lorsqu'Atatürk abolit le califat ottoman, la prétention d'Hussein sur ce titre déclenche les hostilités. En moins de deux années, Abd al Aziz s'empare du Hijaz et des lieux saints. Les Britanniques, conscients de la supériorité militaire des Ikhwân, lâchent Hussein et acceptent la conquête du Hijaz en échange d'un engagement d'Abd al Aziz à ne plus commettre d'agressions dans les zones sous mandat britannique. Cet accord lui fait renoncer à l'ouverture du futur royaume sur la Méditerranée.

Les dernières acquisitions d'Abd al Aziz sont le Roub al Khâli²⁹ et l'Assir, en 1926. Cette dernière est annexée en dépit des convoitises de l'Imam zâidite du Yémen. En 1927, un nouvel accord anglo saoudien, « d'amitié et de bonnes intentions », reconnaît l'indépendance des Saoud sur les terres qu'ils contrôlent en échange d'un engagement d'Abd al Aziz à épargner le Koweït, le Qatar, la *Trucial coast*³⁰ et Oman.

Cinq ans plus tard, le royaume d'Arabie Saoudite que nous connaissons aujourd'hui naît sur cette base territoriale, englobant cinq régions majeures : le Najd au centre, le Hassa à l'Est, le Hijaz à l'Ouest, l'Assir au Sud Ouest et le Roub al Khâli au Sud Est.

Le territoire saoudien atteint ses dimensions actuelles à la fin des conquêtes d'Abd al Aziz II ibn Saoud, en 1926. Cependant, le tracé précis des frontières reste un enjeu géopolitique jusqu'à ce jour. Plusieurs litiges demeurent (Qatar, Emirats) ou sont susceptibles de renaître (Koweït, Yémen)³¹.

1.3 L'organisation du pouvoir et du territoire

Suite à ses conquêtes, Abd al Aziz doit organiser le nouvel Etat et son territoire. La légitimité de la famille Saoud repose sur ses succès politiques et militaires au service de la prédication wahhabite. Ce lien entre la légitimité des Saoud et la mission religieuse reste fragile et cette légitimité reste une préoccupation centrale de la dynastie saoudienne.

1.3.1 La prise de contrôle de populations hétérogènes.

Les Saoud doivent s'imposer à une population peu homogène et marquée par l'esprit clanique arabe. Les habitants sédentaires des oasis du Najd sont globalement acquis à la cause

²⁹ Littéralement : le quart vide. Il s'agit d'un vaste désert inhabité formant le coin Sud Est du royaume et débordant sur les territoires yéménite, omanais et des Emirats Arabes Unis.

³⁰ Actuellement les Emirats Arabes Unis.

³¹ Ils seront évoqués dans la seconde partie

des Saoud, issus de leur milieu. Ils voient dans l'affirmation du pouvoir saoudien une opportunité politique et économique. La population nomade du pays, très majoritaire³², est par contre réticente à l'affirmation d'un pouvoir royal puissant. Le style de vie des Bédouins et leur esprit de liberté les pousse à rejeter toute autorité étatique. La population sédentaire du Hijaz comporte une bourgeoisie marchande, riche et influente. Ces commerçants ont bâti leur fortune sur le commerce entre le Yémen, l'Égypte et le Mashrek et méprisent les habitants du Najd, considérés comme des rustres. Les habitants de l'Assir quant à eux se sentent très proches des populations yéménites du Sud. L'importante communauté chiite du Hassa se considère, quant à elle, à juste titre, menacée par l'instauration d'un Etat wahhabite.

Le premier acte d'Abd al Aziz, pour fonder son « Etat » consiste à s'assurer la fidélité de la population sédentaire du Najd en abolissant les taxes sur la production agricole et en les remplaçant par les revenus des conquêtes. Les émirs soumis deviennent, à leur tour, bénéficiaires de ce système. Les ressources du jihad wahhabite sont ainsi l'instrument majeur de fédération et de centralisation du Najd sous l'autorité des Saoud.

1.3.2 La fidélisation et la sédentarisation des Bédouins.

La seconde préoccupation d'Abd al Aziz est de s'assurer la fidélité des tribus bédouines. Il connaît le caractère éphémère du principe d'allégeance tribale, souvent conditionné par des « dons honorifiques ». Il comprend qu'il doit changer le mode de vie des Bédouins de manière radicale, pour s'assurer leur fidélité. Il lance un plan ambitieux et audacieux de sédentarisation des tribus. Une fois de plus, il s'appuie sur l'Islam pour surmonter la résistance des nomades. Il présente la vie nomade comme un héritage de l'anté Islam³³, incompatible avec les obligations religieuses. Il s'agit de regrouper les Bédouins dans des colonies militaro agricoles afin d'asseoir l'autorité étatique, de former une armée organisée et de re-convertir les nomades à l'Islam wahhabite. Les Bédouins ainsi sédentarisés sont appelés « Ikhwân », les frères. Abd al Aziz prend soin de mélanger les tribus au sein des colonies afin de casser l'esprit clanique. Les premières colonies d'Ikhwân sont fondées durant la première guerre mondiale sous la férule d'Abdallah Ahl ash Sheikh, qadi de Riyad et du Sheikh Issa, qadi du Hassa. En 1920, il existe 32 colonies et ce chiffre atteindra 120 en 1929,

³² Estimée à 80 % de la population en 1932.

³³ Cette période est appelée « jahiliyyat » en arabe, ce qui signifie : l'ignorance. Ceci reflète le mépris des Musulmans pour cette partie de l'histoire.

regroupant 76000 Ikhwân³⁴. Ce phénomène, qui est à l'époque perçu comme une forme de bolchevisme islamique par les Occidentaux, connaît un succès certain. Cependant, il est surtout populaire auprès des tribus de bas lignage séduites par les préceptes égalitaristes du wahhabisme³⁵. Les tribus plus nobles, par contre, s'efforcent de rester unies au sein de colonies peu mixées. Le zèle jihadiste des Ikhwân a poussé Abd al Aziz à conduire une politique agressive et expansionniste. Cependant, après la victoire sur les Hachémites, leur comportement indiscipliné et leurs raids en Transjordanie et en Irak menacent de provoquer une guerre contre les Britanniques. Finalement, ils se révoltent et Abd al Aziz doit les combattre. A la tête d'une armée fraîchement levée et équipée par les Britanniques, il les écrase à la bataille de Sabilah, en 1929. Ceux qui se soumettent sont utilisés pour former la *white army*³⁶.

Comme nous le verrons, le mouvement des Ikhwâns a encore des conséquences de nos jours.

1.3.3 La politique intérieure pragmatique d'Abd al Aziz

De manière pragmatique, Abd al Aziz adapte les modes de gouvernement aux spécificités des provinces conquises, tout en s'efforçant de promouvoir le modèle du Nadj. Dans la province du Hassa, il veut, dans un premier temps et sous la pression des Ikhwâns, forcer la forte communauté chiite à la conversion ou à l'exile. Après deux années de persécutions, en 1929, il autorise les Chiites à pratiquer leur religion de manière discrète et calme les ardeurs répressives des oulémas wahhabites et du gouverneur de la province, ibn Jilouwi. Il procède de même au Hijaz et dans l'Assir où l'application des préceptes wahhabites sera plus nuancée, de façon à préserver l'adhésion des populations locales. Ainsi, dans le Hijaz, certaines femmes sortent à visage découvert et certains magasins restent ouverts aux heures de prière. Dans l'Assir, des portraits du roi sont placardés dans les rues, conformément à la tradition yéménite de culte de la personnalité, en contradiction avec les préceptes de l'Islam wahhabite.

Suite à l'écrasement des Ikhwân, le roi renonce à la mobilisation jihadiste et entame une politique de collaboration avec les tribus, financée, à partir des années trente, par les

³⁴ Selon Basbous.

³⁵ Pouillon cite l'exemple des « Soulab », tribu de chasseurs dont on prétendait qu'ils se nourrissaient de charognes et prostituaient leurs femmes. Ils comptèrent parmi les Ikhwân les plus fanatiques.

³⁶ L'armée blanche : ancêtre de la Garde Nationale, composée, à l'époque, d'un noyau actif de 25000 hommes et d'unités de réserve maintenues dans les colonies.

revenus du pétrole. Abd al Aziz s'assure de la loyauté des chefs tribaux en les finançant et en reconnaissant leur autorité et leur pouvoir sur leurs propres territoires. Les chefs tribaux ont de plus la possibilité de rencontrer directement avec le roi dès qu'ils le souhaitent. La fidélité des tribus est encore renforcée par le recrutement de bédouins dans la *white army*.

Abd al Aziz mène également une politique matrimoniale. Il choisit des épouses issues des principaux groupes tribaux. Il épousera 135 vierges et une centaine d'autres femmes³⁷. Sur ce total seules 17 ont le statut d'épouse officielle, ce procédé est d'autant plus surprenant qu'il est en contradiction totale avec la loi islamique qui limite le nombre d'épouses à quatre. Il s'agit pour Abd al Aziz de mêler son sang à celui des tribus les plus nobles afin de créer une caste supra tribale. Au total, Abd al Aziz aura 44 fils et d'avantage de filles. Aujourd'hui, le nombre d'Altesses³⁸ est évalué à environ 10000³⁹.

1.3.4 La mise en place de structures territoriales et politique modernes

La politique matrimoniale d'Abd al Aziz est accompagnée d'une poursuite de la politique de sédentarisation. Abd al Aziz organise un maillage du territoire fondé sur les municipalités, qui se superpose au découpage traditionnel des terres entre les émirs. En 1953, les droits inhérents aux territoires tribaux sont supprimés. Ses successeurs initient une politique de développement agricole avec le *King Fayçal Settlement Project* et le passage progressif d'un droit collectif d'accès aux richesses, la *dirah*, à un droit fondé sur la propriété privée individuelle. Cette politique prive les nomades de leur système de fonctionnement traditionnel et, dès les années soixante, leur mode de vie est en voie de disparition. On estime qu'il reste aujourd'hui moins de 5% de Bédouins dans la population saoudienne, contre 80% il y a 75 ans.

L'aménagement territorial et urbain a débuté à la fin des années trente dans la région mecquoise et dans la zone d'exploitation pétrolière du Hassa (Dhahran et al Khobar). Dans l'intérêt du pouvoir central, le développement de Riyad est encouragé pour faire contre poids à ces régions périphériques. Une administration spécialisée, le *Ministry of Municipal and*

³⁷ Informations communiquées par Harry Saint John Philby, orientaliste et officier britannique converti à l'Islam et devenu un des proches conseillers d'Abd al Aziz. Certaines de ces épouses étaient d'origine très modeste.

³⁸ Les descendants directs du roi Abd al Aziz sont des Altesses royales, ensuite, les membres des branches cadettes sont de simples Altesses.

³⁹ 4400 Altesses royales et descendants masculins en 2002 selon le Prince Talal, un des fils d'Abd al Aziz, chargé de veiller à la situation financière des membres de la famille royale. Il faut ajouter à cela plus de 5000 Princesses.

Rural Affairs (MOMRA)⁴⁰, est créée pour superviser le rapide développement urbain. Après les cinq grands pôles urbains du pays : Riyad, la Mecque, Jeddah, Médine et Damman, très autonomes, les centres urbains sont catégorisés en 4 niveaux. La dépendance vis-à-vis de la MOMRA étant d'autant plus forte que la ville est petite. L'objectif de cette administration est de substituer à la *dirah*, un maillage urbain contrôlé par l'Etat et capable de subvenir aux besoins de la population sédentarisée. L'action de la MOMRA a toujours été complétée par un contrôle direct et rigoureux du gouvernement par le biais du ministère de l'intérieur, créé en 1951.

Le poids du pouvoir central s'est quelque peu dilué après la mort du charismatique Abd al Aziz, en 1953. Quelques semaines avant son décès, il crée le *majlis al wûzara'* (conseil des ministres) dans un souci de répartir le pouvoir entre ses fils. La taille du conseil des ministres a évolué avec l'apparition de nouveaux ministères dans les années soixante⁴¹. Il continue à concentrer pouvoirs législatifs et exécutifs, sous la férule du roi qui préside les assemblées et qui a le pouvoir de nommer et de révoquer les ministres.

En 1992 a été créé le *majlis ash shûra*, conseil consultatif⁴², héritier du conseil consultatif accordé à la région du Hijaz en 1926. Les effectifs de ce conseil ont été augmentés en 1997 et à nouveau en 2001 pour atteindre 120 membres. Ces derniers travaillent au sein de commissions et envoient leurs avis au roi et au Conseil des ministres. Ils ne peuvent en aucun cas renverser le gouvernement ou modifier les lois, leur rôle est purement consultatif.

A ces deux conseils, il faut ajouter le conseil de la famille royale, créé en 2000 et qui rassemble les princes de sang et des membres de quatre familles proches des Saoud⁴³. Ce conseil s'occupe des affaires de la famille royale et notamment des questions sensibles de succession.

⁴⁰ Ministère des affaires municipales et rurales.

⁴¹ Il existait en 2005 vingt neuf ministères.

⁴² Le principe de consultation est conforme aux recommandations du Coran : « Consulte les sur toute chose ; mais lorsque tu as pris ta décision, place ta confiance en Dieu ». Sourate III, verset 159.

⁴³ Les Ahl ash Sheikh, les Thunayan, les Sudayri et les al Jilouwi.



Enfin, suite à la législation territoriale de 1992 et aux décrets royaux de 1993 et 1994, le royaume a été organisé en 13 provinces⁴⁴. Toutes sont gouvernées par un émir⁴⁵, qui a le rang de ministre et jouit d'une autonomie importante et de larges prérogatives. Pour limiter les pouvoirs de l'émir, chaque province a été dotée d'un conseil consultatif. Le rôle des émir gouverneur de province est hautement stratégique. Dans un souci de contrôle, ces derniers sont subordonnés au ministère de l'intérieur.

L'affirmation du pouvoir des Saoud et la mise en œuvre des structures administratives et des politiques territoriales n'ont été possibles que grâce à la manne pétrolière qui a permis au pouvoir royal de se légitimer en créant un Etat redistributeur de richesse et en développant dans la population, une culture allocataire.

⁴⁴ Depuis la réforme de 1993. Riyadh, le Qasim, le Haïl, al Jawf et la Frontière Nord pour le Najd, la Province de l'Est englobant le Hassa et le Rub' al Khâli, Tabûk, Médine, la Mecque pour le Hijaz et Assir, Jizan et Najran pour la région traditionnelle de l'Assir.

⁴⁵ En 2005, tous les gouverneurs étaient issus de la famille royale et 11 étaient des fils du roi Abd al Aziz.

1.4 La manne pétrolière au service des Saoud

1.4.1 Les débuts de l'exploitation pétrolière

En perpétuelle quête d'argent, Abd al Aziz a su jouer, dès les années vingt, sur la concurrence anglo américaine pour le contrôle des ressources pétrolières du Moyen Orient. Depuis le début du siècle, les Britanniques bénéficient d'une position dominante en Irak par le biais de l'*Anglo Persian Oil Company* (APOC) et de la société anglo-néerlandaise *Shell* au sein de la *Turkish Petroleum Company* (TPC)⁴⁶. Après la guerre, cette domination est remise en cause par les Américains, et en particulier par les compagnies pétrolières de John Rockefeller, selon les principes libéraux et anti protectionnistes. Lors du traité de 1916 avec Sir Percy Cox, Abd al Aziz s'était engagé à ne pas accorder de concession sans l'accord de Londres. En 1922, soucieux de prendre ses distances avec les Britanniques, Abd al Aziz prend contact avec l'*Eastern General Syndicate* (EGS) du Néo Zélandais d'origine britannique Frank Holmes, qui agira comme cheval de Troie au profit des Etats Unis. En 1928, la situation d'EGS est difficile et Frank Holmes revend ses droits à la compagnie américaine *Gulf Oil Corporation of Pennsylvania*, dès lors que les Européens acceptent d'ouvrir l'exploitation pétrolière du Moyen Orient aux compagnies américaines. La *Gulf Oil Corporation* fut, cette même année intégrée à l'IPC⁴⁷ et renonça à ses concessions au Sud du Golfe Persique, au profit d'une compagnie américaine restée en dehors de l'IPC : la *Standart Oil of California* (SOCAL).

Les géologues américains étaient persuadés, malgré les recherches infructueuses des années vingt, que les champs pétroliers du Sud de l'Irak et de la Perse se poursuivaient sous le Golfe et la péninsule arabique. Effectivement, en 1932, la SOCAL trouve du pétrole à Bahreïn. Abd al Aziz est alors courtisé par les compagnies américaines qui se montrent plus généreuses que leurs concurrentes britanniques. Abd al Aziz, à cette époque, espère surtout que les recherches géologiques permettront de trouver de l'eau. Il utilise un ingénieur

⁴⁶ La TPC fut créée en 1914 pour l'exploitation du pétrole de Mésopotamie. 47,5% du capital allait à l'APOC, 23,5% à Shell, 23,5% à la *Deutsch Bank* et 5% à l'homme d'affaire Calouste Gulbekian. Après la guerre les parts de la *Deutsch Bank* furent transférées à la Compagnie Française des Pétroles (CFP) et en 1928, sur pression de Washington, la moitié des parts de l'APOC furent distribuées à 5 compagnies américaines. A cette occasion, la TPC fut rebaptisée *Iraq Petroleum Company* (IPC).

⁴⁷ La *Gulf Oil Corporation* fut une des 5 majors américaines se joignant aux 3 majors européennes (*Shell*, APOC, CFP) au sein de l'IPC. Elle reçut 16,66 % de la moitié des parts de l'APOC, tout comme l'*Atlantic Refining Company* et la *Pan American Petroleum Transport Company*. La *Standart Oil Company of New Jersey* et la *Standart Oil Company of New York*, reçurent chacune 25 % de des parts de l'APOC. Ces majors étaient tenues de partager leurs découvertes.

américain nommé Twitchell, ainsi que son conseiller britannique, John Philby, pour négocier avec la SOCAL. Un accord est rapidement trouvé en 1933. La SOCAL obtient une concession de 1.218.600 kilomètres carrés dans l'Est du royaume pour la modique somme de 50.000 Livres Sterling⁴⁸. La SOCAL commence immédiatement les prospections à Joubail et s'allie avec la compagnie *Texas Oil Compagny* (TEXACO) pour former la *California Arab Standart Oil Company* (CASOC).

1.4.2 La fortune saoudienne.

Il faut attendre mai 1938 pour que l'or noir jaillisse du sol du Hassa, au puit n°7, près de Dammam. La CASOC vient de découvrir l'immense champ pétrolier de Ghawar et verse à Abd al Aziz 200.000 Livres supplémentaires. L'année suivante, le premier pétrolier appareille de Ras Tanoura, point de départ du développement du complexe pétrolier saoudien.

En 1944, la CASOC devient l'*Arabian American oil Company* (ARAMCO). En 1945, à bord du croiseur *USS Quincy*, un accord majeur est conclu entre Abd al Aziz et le président des Etats-Unis Franklin D. Roosevelt. Les Etats-Unis obtiennent à cette occasion le monopole de l'exploitation pétrolière sur le sol saoudien. Les concessions de l'ARAMCO sont portées à 1.500.000 kilomètres carrés. L'ARAMCO est locataire pour une durée de concession fixée à 60 ans. A terme, en 2005, l'Arabie Saoudite devait récupérer le matériel et les installations. Il est également décidé qu'Abd al Aziz recevra 21 cents de dollar US par baril produit sur le sol saoudien⁴⁹.

Abd al Aziz est alors conscient que l'avenir de son royaume repose en grande partie sur les revenus du pétrole. De 1950 à 1980, l'Arabie Saoudite s'approprie progressivement l'ARAMCO. En 1950, l'accord *fifty-fifty* oblige l'ARAMCO à verser 50 % de ses revenus au royaume. A partir de 1972, l'Arabie Saoudite acquière des parts de l'ARAMCO et finit par la nationaliser en 1980⁵⁰. Aujourd'hui encore, 85 % du pétrole saoudien est produit par cette compagnie, contrôlée par le ministère du pétrole et des ressources minières⁵¹. Les 15 % restant proviennent des stations off-shore exploitées en coopération avec le Koweït et la compagnie TEXACO.

⁴⁸ En 1943, Harold Ickes, secrétaire d'Etat à l'Intérieur du président Roosevelt, déclara qu'il s'agissait de l'opération financière la plus formidable des temps moderne.

⁴⁹ Le baril valait alors 1,10 US\$.

⁵⁰ L'ARAMCO restera enregistrée aux Etats-Unis jusqu'en 1988, date à laquelle elle sera renommée *Saudi ARAMCO*.

⁵¹ Le ministre ; actuellement Ali al Nouaïmi, ne fait jamais parti de la famille royale afin de ne pas susciter de tensions.

Suite au choc pétrolier de 1973, le pétrole s'impose définitivement comme moteur du développement économique et social saoudien. Alors que les revenus pétroliers ne représentent que 45 % du PIB en 1968, leur part atteint 79 % dès 1973. Cette augmentation brutale s'explique par la hausse impressionnante du prix du baril qui passe de 3 à 17 US\$ en 1973 pour dépasser 40 US\$ suite au second choc pétrolier de 1979. Les revenus pétroliers du royaume sont passés de 4 à 110 milliards de dollars par an entre 1973 et 1981. Ainsi, au début des années quatre-vingt, les Saoud reçoivent 12,5 millions de dollars par heure. Ce chiffre exorbitant explique la mise en place d'une économie de rente durable. Aujourd'hui, les revenus pétroliers représentent encore 95 % des exportations, 75 % des revenus de l'Etat et 40 % du PIB, soit près de 90 milliards de dollars de revenu.

1.4.3 Le complexe pétrolier saoudien.

L'Arabie saoudite possède les plus importantes réserves de pétrole au monde. Celles-ci sont estimées à plus de 260 milliards de barils (26% des réserves mondiales) soit plus que l'Iran et l'Irak réunis (respectivement 130 et 115 milliards de barils) et cinq fois plus que la Russie. Ceci correspond à un siècle d'exploitation au rythme de production actuel. Il faut ajouter à cela plus de 6500 milliards de mètres cubes de gaz naturel (4^{ème} rang mondial). Le royaume est capable d'extraire 11 millions de barils par jour et souhaite porter cette capacité à 12,5 millions. La majeure partie du pétrole est produite dans la province du Hassa et au large de ses côtes dans le gisement off-shore d'as Safâniyyah. Des prospections sont menées dans le désert du Rub' al Khâli et dans les montagnes de l'Assir où l'on soupçonne l'existence de gisements. Il existe environs un millier de puits répartis sur 80 sites de forage. La production de gaz naturel est essentiellement utilisée pour la consommation locale.

Trois terminaux permettent l'exportation du pétrole saoudien. Le terminal de la presqu'île de Ras Tanoura, au Nord de Dammam, sur le Golfe persique, possède une capacité de 5 millions de barils par jour et abrite la plus grande raffinerie du monde pour exploiter le gigantesque gisement d'al Ghawar, le plus vaste au monde avec une superficie de 250 kilomètre de long sur 35 de large. Le terminal de Rouhaïmah, juste au Nord de Ras Tanoura, a une capacité de plus de 4 millions de barils par jour et possède une plateforme off-shore capable de transférer directement 2,5 millions de barils par jour dans les soutes des pétroliers en attente, par un système de coffres d'amarrage. Enfin, le terminal de Yanbou, sur la mer Rouge, a une capacité de 3 millions de barils par jour.

Enfin, les Saoudiens ont construit un réseau d'oléoducs pour évacuer directement le pétrole du Hassa vers la Méditerranée et la mer Rouge. Deux oléoducs desservent le port de Yanbou ; la *Petroline* et l'*Abqaiq-Yanbou pipe line*, qui cumulent une capacité de 11,6 millions de barils par jour. La *Trans Arabian Pipe Line* (Tapline) traverse les territoires jordanien et syrien et débouche sur le port libanais de Saïda. Elle atteint 1600 kilomètres et a une capacité de 480000 barils par jour. L'oléoduc irako saoudien a été mis en sommeil suite à l'invasion du Koweït en 1990. Actuellement, le réseau d'oléoducs et de gazoducs atteint 8600 kilomètres et représente un enjeu stratégique majeur.

Au regard de cette évolution historique, nous constatons que la création du royaume d'Arabie Saoudite en 1932 s'explique par le succès de la prédication wahhabite et par l'habileté militaire et politique d'Abd al Aziz ibn Saoud. La découverte et l'exploitation des immenses ressources pétrolières de cet Etat lui ont permis de se consolider et de s'imposer sur la scène internationale.

2. L'ARABIE SAOUDITE SUR LA SCENE INTERNATIONALE.

2.1 La puissance dominante de la Péninsule arabique

Il est certain que l'expansion du royaume saoudien a été limitée par les intérêts des Britanniques dans le Golfe Persique, en Oman, à Aden ainsi qu'au Mashrek. Cependant, avec une superficie d'environ 2.200.000 kilomètres carrés, l'Arabie Saoudite occupe les trois quarts de la péninsule et s'est imposée comme la puissance politique et économique régionale majeure.

2.1.1 Les enjeux du tracé des frontières

Pour Abd al Aziz, les frontières n'étaient que des lignes imaginaires dans le désert. Le tracé des frontières du royaume est resté flou jusqu'aux années quatre-vingt-dix. En effet, leur caractère approximatif a longtemps été exploité par l'Arabie Saoudite pour faire pression sur ses voisins en périodes de désaccord, d'où une volonté délibérée de ne pas résoudre les nombreux litiges frontaliers. A partir de 1995, suite à l'embolie cérébrale du roi Fahd et à la prise en main du pouvoir par le prince héritier Abdallah, cette attitude change. Abdallah souhaite stabiliser et améliorer les relations dans la péninsule arabique afin de pouvoir améliorer la sécurité du royaume.

La frontière avec la Transjordanie britannique a été fixée en 1925. Après l'indépendance jordanienne, un nouvel accord frontalier est conclu en 1965. Il comprend un échange de territoires. La zone de Toubaiq, au Sud Est d'Amman fut donnée à la Jordanie en échange d'une zone au Sud du port d'Akaba. Ceci porte la frontière saoudienne à quelques kilomètres d'Israël.

La frontière Nord Est, avec l'Irak et le Koweït est définie en 1922 avec les Britanniques. Deux zones neutres permettant la nomadisation des bédouins vivant au Nord et au Sud de la frontière sont établies. La zone neutre entre l'Arabie et le Koweït est redéfinie dans les années soixante. Il faut par contre attendre 1981 pour confirmer le tracé frontalier avec l'Irak et les limites de la zone neutre de 7000 kilomètres carrés.

La frontière maritime avec le Koweït restera un sujet de controverse jusqu'à l'accord de Koweït City en 2000. L'Arabie avait jusque là revendiqué les deux îlots de Qarouh et Umm al Maradîm. Le véritable enjeu était le contrôle des ressources *off shore* d'As Safâniyyah, situées dans les zones maritimes koweïtienne et saoudienne. Suite à la libération du Koweït en 1991,

l'Organisation des Nations Unies a soutenu la cause koweïtienne, mais il faudra dix années supplémentaires pour arriver à un accord.

Le Bahraïn n'a jamais eu de litige frontalier avec l'Arabie Saoudite⁵². Il a même bénéficié du soutien saoudien dans le cadre de son propre différent avec le Qatar concernant les îles Hawar.

Par contre, la querelle frontalière avec le Qatar est par contre très vive. Elle porte sur l'accès au Khor al Odeïd, la zone maritime située entre le Qatar et les Emirats Arabes Unis. Un accord de 1965 n'a jamais été ratifié. En 1992, l'armée saoudienne s'empare des postes frontières et les accrochages se poursuivent jusqu'en 1994. Un accord est finalement conclu en 2001 à Doha, à l'avantage de l'Arabie Saoudite qui s'empare de la bande de terre reliant les Emirats au Qatar. L'animosité entre les deux pays, résultant de ce litige, persiste et joue un rôle majeur dans la conduite de la politique extérieure qatarienne.

Un ressentiment existe également aux Emirats Arabes Unis vis-à-vis de Riyad. L'Arabie a imposé deux accords frontaliers aux Emirats en 1974, puis 1977, par lesquels elle s'approprie la zone de l'oasis de Liwa, ainsi qu'une bande de terre élargissant l'accès saoudien au Khor al Odeïd. Le sentiment d'injustice des Emiriens est aggravé par l'absence totale de soutien de Riyad dans le conflit qui les oppose à l'Iran au sujet des îles de Petite et Grande Tumb et d'Abou Moussa, située à proximité du détroit d'Ormuz⁵³. Les Emiriens ne se considèrent pas satisfaits du tracé frontalier et remettent en cause les accords passés. Les négociations se poursuivent actuellement.

Malgré les ambitions saoudiennes sur l'oasis de Buraïmi et le soutien saoudien à la révolte de l'Imam ibadite dans les années cinquante, le tracé des frontières avec le Sultanat d'Oman n'a pas posé de difficultés majeures et un accord a été signé en 1990.

2.1.2 Les relations avec le Yémen.

Le tracé de la frontière avec le Yémen a sans doute été le plus délicat. Il a été établi une première fois en 1934, lors des accords de Taëf. A partir de sa réunification, en 1990, le Yémen a demandé une révision de ces accords.

⁵² Le pont « King Fayçal Highway » relie l'île de Bahraïn à l'Arabie Saoudite depuis 1986.

⁵³ Ces trois îles furent occupées par les forces du Shah en 1971 et annexées par la République Islamique d'Iran en 1992.

Pour plusieurs raisons, le Yémen a longtemps été considéré par Riyad comme une menace majeure. En effet, il s'agit d'un pays pauvre, fortement peuplé⁵⁴ et marqué par l'influence républicaine. De plus, sa culture riche et son histoire millénaire ont donné à ce pays une identité nationale affirmée. Il faut ajouter à cela le désir saoudien d'étendre le royaume jusqu'aux côtes de l'Océan Indien et le projet d'annexer la partie orientale du Yémen. Les relations récentes entre les deux pays ont été ponctuées de crises. La seconde guerre du Golfe en 1990 met le feu aux poudres, l'Arabie suspend toutes ses aides et 800.000 Yéménites sont expulsés du royaume pour punir le Yémen de son soutien à Saddam Hussein⁵⁵. En 1994, l'Arabie Saoudite soutient le mouvement sécessionniste du vice-président socialiste Ali Salim al Beidh. A partir de cette année, des affrontements frontaliers ont lieu régulièrement entre troupes saoudiennes et yéménites, notamment en 1998, sur l'île d'al Douwaima⁵⁶, en mer Rouge.

Conscients des dangers de cette confrontation et soucieux de normaliser leurs relations, les deux Etats s'accordent pour trouver une issue pacifique et signent un traité à Jeddah en 2000. Ce traité améliore singulièrement les relations entre les deux « frères ennemis » de la péninsule. A ce jour seuls quelques villages situés sur le tracé de la frontière sont encore appelés à déterminer leur appartenance à l'un des deux Etats⁵⁷. En 2002, le prince Sultan, ministre de la défense saoudien déclare lors d'un traité de coordination saoudo yéménite : « tout ce qui est de nature à aider nos frères yéménites nous réjouit », contredisant ce qu'aurait déclaré son père sur son lit de mort : « le bonheur du Royaume réside dans le malheur du Yémen »⁵⁸. Depuis quelques années les programmes d'échange et de coopération se sont multipliés à la grande satisfaction des deux Etats. Pour l'Arabie Saoudite, un Yémen ami, économiquement dépendant et sous surveillance favorise la stabilité intérieure.

2.1.3. Le Conseil de Coopération du Golfe.

Le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) est devenu un instrument de domination saoudien sur les autres monarchies pétrolières du Golfe Persique. Cette organisation

⁵⁴ Plus de 20 millions d'habitant, à peine moins que l'Arabie Saoudite.

⁵⁵ Les Yéménites, considérés comme « frères arabes » n'ont pas besoin d'un sponsor pour pouvoir séjourner et travailler en Arabie Saoudite. De ce fait, la population immigrée Yéménite a toujours été nombreuse et vitale pour l'économie yéménite.

⁵⁶ Cette île de 6 km², située à 200 mètres du littoral, est occupée par les forces des deux Etats. Sanaa la revendique en totalité alors que Riyad en revendique les trois quarts.

⁵⁷ Pour renforcer le traité de Jeddah, une opération de démarcation, consistant au posé de près de 1000 bornes frontalières, a été confiée à l'entreprise allemande Hansa Luftbild.

⁵⁸ Cette déclaration est sans doute apocryphe mais reflète la méfiance d'Abd al Aziz envers le Yémen.

internationale est née en 1981, suite à une initiative koweïtienne, pour unir les monarchies conservatrices de la péninsule arabique face à la menace de la révolution islamique iranienne. Elle regroupe l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar, Bahraïn, les Emirats Arabes Unis et le Sultanat d'Oman. Cette organisation défensive a rapidement développé sa dimension économique et est devenue une union douanière en 2003 avec un taux de prélèvement commun de 5 % sur les importations. Une union monétaire est prévue pour 2010. Sur le plan militaire, une force multinationale, baptisée « bouclier de la péninsule » et chargée d'intervenir en cas de menace, a été mise en place à Hafr al Baten, au Nord de l'Arabie Saoudite. De plus des exercices militaires communs sont planifiés de manière régulière.

Au sein de cette organisation, l'Arabie Saoudite dispose d'un poids majeur lui permettant d'influer fortement sur les autres membres. Sa population (22,5 millions d'habitants) est deux fois plus importante que la population totale des 5 autres membres (10,3 millions d'habitants) et son PIB de 220 milliards de dollars est supérieur au PIB global des autres Etats (161 milliards de dollars)⁵⁹. En matière de défense, l'effectif des forces armées saoudiennes (175500 hommes) équivaut à l'effectif total des autres membres (168000) alors que les dépenses militaires saoudiennes (20,24 milliards de dollars) représentent les deux tiers des dépenses militaires du CCG (10 milliards de dollars pour les 5 autres membres)⁶⁰. La monarchie saoudienne utilise ce poids déterminant pour imposer son influence politique et économique. Elle jouit de plus du prestige moral que lui confère son rôle de protectrice des lieux saints et, si seuls deux autres Etats membres sont d'obédience wahhabite (le Koweït et le Qatar), aucun ne souhaite apparaître comme un « mauvais » Etat musulman aux yeux des Saoudiens.

L'organisation connaît des tensions, provoquées par cette domination saoudienne. Le Qatar joue notamment un rôle perturbateur face à l'hégémonie Saoudienne. Ce petit Emirat riche et peu peuplé (650000 habitant – PIB de 15 milliards de dollars) connaît depuis longtemps des conflits frontaliers avec l'Arabie Saoudite et le Bahraïn. Il s'efforce de préserver son indépendance en menant une politique provocatrice à l'égard de son grand voisin. Le Qatar a toujours mené une politique étrangère osée, en coopérant et signant des accords avec des Etats considérés comme néfastes par Riyad : la République Islamique d'Iran, l'Irak baathiste et même Israël, qui a eu une représentation commerciale à Doha jusqu'en 2000. La célèbre chaîne de télévision qatarienne al Jazirah, créée en 1996, est également devenue un sujet de discorde en se faisant le porte voix des opposants islamistes saoudiens.

⁵⁹ Chiffres de 2004 – Atlaséco 2006 du Nouvel Observateur.

⁶⁰ Georges Mutin – géopolitique du monde arabe - Ellipses.

Cela a poussé Riyad à créer sa propre chaîne d'information par satellite : al Ikhbariyyah, avec l'aide du groupe de média privé saoudien MBC. En 1996, l'Arabie Saoudite n'hésite pas à soutenir un coup d'Etat avorté contre l'Emir du Qatar Hamad ath Thâni⁶¹. Régulièrement, le Qatar affiche ouvertement son mécontentement face à la politique saoudienne en se retirant des négociations⁶². Si le Qatar est l'Etat du CCG le plus virulent dans la contestation de l'hégémonie saoudienne, le Koweït et les Emirats Arabes Unis adoptent également des attitudes de défiance, mais de manière plus nuancée et moins systématique.

Un des grands sujets de discordes au sein de l'organisation est la non-adhésion de l'Arabie Saoudite à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), essentiellement pour des raisons religieuses. Ainsi, les deux tiers du commerce du CCG restent-ils en dehors des normes de l'OMC, ce qui ne va pas sans limiter les opportunités économiques.

La reconnaissance des frontières, l'amélioration des relations avec le Yémen et la domination des monarchies pétrolières du Golfe par le biais du CCG démontre le souci de Riyad d'assurer la stabilité au sein de la péninsule et de renforcer ses positions face aux menaces venues du Nord.

2.2. Un acteur régional majeur

2.2.1 L'Arabie Saoudite sur la scène arabe

Le royaume saoudien occupe donc une place géographique, politique et économique dominante dans la péninsule arabique. Cette région du monde est le berceau de la civilisation arabe, d'où sont parties les conquêtes arabo-musulmanes au VII^{ème} siècle. Les peuples de la péninsule se considèrent comme les véritables Arabes, leurs frères des autres pays arabes étant issus d'un brassage avec les populations conquises (Berbères, Egyptiens, populations du Levant et de Mésopotamie). Cette légitimité historique, couplée à la puissance pétrolière aurait pu pousser l'Arabie Saoudite à s'imposer comme pays champion du nationalisme arabe. Cependant, l'Arabie Saoudite a toujours conservé une position islamiste cohérente avec les préceptes wahhabites. En conséquence, elle s'est faite l'adversaire résolue du nationalisme arabe et s'est toujours opposée de manière plus ou moins directe aux Etats promouvant cette

⁶¹ Des mercenaires occidentaux ont été employés à cette occasion, dont le célèbre capitaine Barril.

⁶² Il est de coutume, au sein du CCG, de régler les différends de manière discrète afin de donner au monde et aux opinions publiques une image de cohésion.

idéologie teintée de socialisme et de laïcité, que ce soit l’Egypte de Nasser ou la Syrie et l’Irak baathistes. Cette opposition est venue se calquer sur le conflit Est-Ouest lors de la guerre froide, le royaume Saoudien apparaissant alors comme un allié conservateur de l’Occident face aux pays arabes nationalistes et pro soviétiques. Le conflit entre le royaume saoudien et le nationalisme arabe a atteint son paroxysme lors de la guerre civile au Yémen Nord. Au début des années cinquante, le roi Saoud soutient Nasser face à l’Irak et au Pacte de Bagdad. Cependant, la nationalisation du canal de Suez fait réaliser aux Saoudiens le danger des ambitions égyptiennes⁶³. En 1958, l’Arabie Saoudite tente sans succès de faire assassiner Nasser et de faire échouer le projet de République Arabe Unie⁶⁴. Une guerre indirecte se met en place, l’Egypte encourage la création d’un Front Arabe de Libération de l’Arabie Saoudite, installé au Caire alors que les Saoudiens soutiennent le mouvement islamiste égyptien des Frères Musulmans. En 1962, des officiers d’obédience nassérienne renversent la monarchie du Yémen Nord. Rapidement Nasser appuie ces Républicains et envoie un contingent de 50000 hommes, alors que l’Arabie Saoudite soutient la résistance monarchique. Les échecs saoudiens et la menace yéménite provoquent le renversement de Saoud par le prince héritier Fayçal en 1964⁶⁵. Fayçal obtient une aide britannique et jordanienne dans son soutien à la monarchie yéménite. Ainsi, la résistance monarchique tient les Républicains et les Egyptiens en échec. Nasser doit se résoudre à négocier alors que la situation s’enlise et que l’économie de son pays en pâtit. Un compromis est finalement trouvé lors de la conférence de Khartoum, en 1967. Un régime républicain modéré est reconnu par l’Arabie saoudite et l’Egypte. Le royaume saoudien se réjouira par la suite de l’opposition entre le Yémen Nord républicain et le Yémen Sud marxiste. Malgré l’échec de la restauration monarchique à Sanaa, Fayçal est parvenu à contrecarrer Nasser, champion du nationalisme arabe. La défaite des Etats arabes face à Israël en 1967 ont favorisé, de manière indirecte, la position saoudienne. Cependant, l’occupation de Jérusalem par l’armée israélienne constitue une situation inacceptable pour le royaume wahhabite et le roi Fayçal jure d’aller prier dans la mosquée d’al Aqsa avant sa mort.

La mort de Nasser en 1970 et la nouvelle politique conservatrice et pro islamique d’Anouar el Sadate permettent une amélioration des relations égypto saoudiennes. L’Arabie Saoudite inaugure alors la politique du chéquier au profit de son ancien adversaire⁶⁶. Il s’agit de financer, par les pétrodollars, la sécurité du royaume. Les relations avec la Syrie sont

⁶³ A cette époque, 70 % du pétrole saoudien transite par le canal de Suez.

⁶⁴ Union politique de l’Egypte et de la Syrie (1958-1961).

⁶⁵ Saoud était un bédouin dépensier et débonnaire, peu apte à diriger un Etat. Son frère Fayçal était par contre un homme austère qui avait servi comme ministre des affaires étrangères sous son père. Il s’imposa rapidement comme un homme d’Etat efficace.

⁶⁶ On estime que l’Arabie Saoudite aurait versé 6,6 milliards de dollars à l’Egypte, à titre d’aide de 1973 à 1979.

cependant restées distantes, la monarchie saoudienne ne cachant guère son mépris pour le régime alaouite pro soviétique et anti-islamiste du président Hafiz al Assad. La guerre israélo arabe de 1973 donne à l'Arabie Saoudite l'occasion d'afficher sa solidarité pour la cause arabe et islamique. L'appel au jihad du roi Fayçal et l'embargo pétrolier orchestré par le royaume a apporté un soutien décisif aux belligérants arabes.

Le traité de paix israélo-égyptien de 1979 provoque un nouveau revirement dans l'attitude envers l'Egypte. Les relations diplomatiques sont rompues jusqu'en 1987.

A partir de la défaite arabe de 1967, l'Arabie Saoudite se préoccupe de la question palestinienne. En 1981, le prince héritier Fahd propose un plan pour la résolution du conflit israélo palestinien. Fahd veut une évacuation des territoires occupés depuis 1967 et la création d'un Etat palestinien en échange d'une reconnaissance d'Israël et d'une garantie de paix. Ce plan a été considéré comme mitigé dans les « pays de la ligne de front », car la question des réfugiés restait en suspens. En 1991, lors de la seconde guerre du Golfe, l'Arabie Saoudite ne parvient pas à mobiliser un front arabe uni et est particulièrement irritée par la position pro irakienne des Palestiniens. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, l'Arabie Saoudite lance une nouvelle initiative de paix en Palestine afin d'améliorer son image sur la scène internationale. En février 2002, lors d'une interview accordée au New York Times, le prince héritier Abdallah envisage une reconnaissance d'Israël en échange d'une évacuation des territoires occupés. Cette initiative saluée par le président palestinien Yasser Arafat, le président américain Georges W. Bush et Amr Moussa, directeur de la Ligue Arabe a été cependant oubliée du fait de la politique américaine de « grand Moyen Orient » et de la crise irakienne. Dans le même état d'esprit, Riyad propose en février 2003 un ambitieux projet de charte de réforme du monde arabe visant à affirmer le rôle majeur du royaume dans le monde arabe et à satisfaire aux attentes américaines. Ce projet est lui aussi abandonné du fait des tensions régionales.

2. 2. 2. La confrontation avec la puissance chiite iranienne.

La Perse chiite a toujours été méprisée et crainte par les Saoudiens. La haine du chiisme qu'entretiennent les wahhabites s'ajoute au mépris réciproque que se vouent traditionnellement Arabes et Perses depuis les débuts des conquêtes islamiques. La période du Shah d'Iran avait permis un statu quo puisque les deux Etats se retrouvaient dans le camp occidental. La révolution islamique de l'Ayatollah Khomeiny a par contre été perçue comme un véritable cataclysme en Arabie Saoudite. Cette révolution met en exergue l'identité chiite

de l'Iran et vient concurrencer et remettre en cause le rôle de protecteur de « l'Islam pur » que s'était attribué le royaume saoudien. L'aspect révolutionnaire de l'islamisme iranien apparaît d'autant plus menaçant que le wahhabisme saoudien reste fondé sur le conservatisme social et moral.

La vague islamique iranienne se fait sentir jusqu'à l'intérieur du royaume. Des émeutes éclatent au sein de la communauté chiite de la province pétrolière du Hassa dès 1979 et à nouveau au cours de l'année 1980. La répression menée par la garde nationale fut violente. Parallèlement à cette répression, la monarchie investit massivement dans le développement de cette région, jusqu'alors délaissée. Une politique démographique est également menée afin de diminuer le poids de la communauté chiite dans cette région hautement stratégique⁶⁷. Des migrations internes ont été organisées et, au milieu des années quatre-vingt, la population sunnite est devenue majoritaire dans cette région.

Ces émeutes ont été accompagnées de plusieurs actes de violence dans à la Mecque. Dès 1981, des échauffourées opposent pèlerins iraniens et forces de l'ordre saoudiennes. L'année suivante, plusieurs responsables religieux iraniens sont expulsés du royaume. En 1986, la police saoudienne arrête des agents iraniens tentant de faire entrer des explosifs dans la ville. La tension monte lorsque roi Fahd décide de reprendre l'ancien titre de « serviteur des Lieux Saints »⁶⁸. Ceci provoque la colère de l'Ayatollah Khomeiny et en août 1987, des pèlerins iraniens déclenchent des émeutes à la Mecque contre le pouvoir « corrompu » des As Saoud, Israël, les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Ces émeutes ont fait près de 500 morts et 600 blessés, très majoritairement iraniens. Paradoxalement, ces événements favorisent la famille Saoud qui reçoit de nombreux témoignages de soutien du monde musulman alors que l'Iran est clairement blâmé pour ces émeutes.

Le militantisme chiite saoudien, suscité par la révolution iranienne, est resté actif jusqu'à la fin des années quatre-vingt avec le soutien de l'Iran et du Hizbollah libanais⁶⁹. Plusieurs personnalités saoudiennes ont été abattues dans le monde par des groupuscules tel que le « Hizbollah fil Hijaz » et le « Jihad islamique du Hijaz ». En 1988, un attentat à la bombe frappe la raffinerie de Joubail, confirmant les craintes saoudiennes de menace d'une cinquième colonne chiite dans la province pétrolière du Hassa. Suite à cela l'ARAMCO, a changé sa politique de recrutement aux dépens de la population chiite locale.

⁶⁷ Cette menace démographique dans la principale région pétrolière du royaume était accentuée par le fait que le taux de natalité chiite était supérieur au taux de natalité de la communauté sunnite.

⁶⁸ Ce titre prestigieux était l'apanage des Califes, chefs spirituels et temporels de l'ensemble de la communauté musulmane.

⁶⁹ Littéralement : Parti de Dieu. Principale organisation politique de la communauté chiite libanaise. D'obédience islamiste chiite, ce parti est réputé pour la virulence de ses positions anti israéliennes.

De manière logique, l'Arabie Saoudite soutient l'Irak contre l'Iran lors de la première guerre du Golfe de 1980 à 1988. La crainte de l'Iran est alors plus forte que la méfiance à l'égard du régime baathiste irakien. L'Arabie Saoudite finance Bagdad à hauteur de 25 milliard de dollars durant le conflit, sans doute satisfaite de voir ses deux puissants voisins s'entredéchirer. En 1988, Riyad rompt ses relations diplomatiques avec Téhéran.

Le dégel intervient après la mort de l'Ayatollah Khomeiny en 1989. Les Saoudiens ont apprécié la neutralité iranienne lors de la seconde guerre du Golfe⁷⁰, mais il faudra attendre 1998 pour qu'une politique de rapprochement soit initiée par le Prince héritier Abdallah. Son premier objectif est de favoriser l'intégration de la communauté chiite saoudienne et donc d'améliorer la sécurité du Royaume. En 1999, le président iranien Khatami se rend officiellement à Riyad. En avril 2001, l'Arabie Saoudite signe un accord de coopération et de sécurité avec Téhéran. De manière significative, les Saoudiens refusent d'appuyer les menaces américaines contre l'Iran. A partir de 2003, Riyad et Téhéran adopte une position commune, opposée à l'intervention américaine en Irak. Après l'invasion américaine, les deux Etats insistent pour maintenir l'unité irakienne. Ainsi, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, l'Arabie Saoudite s'est rapprochée de l'Iran. Riyad voit dans ces nouvelles relations un moyen de stabiliser sa situation interne, de protéger sa prospérité économique et d'assurer un bon voisinage avec ce puissant voisin. De son côté, Téhéran cherche des appuis face à la présence grandissante des Etats-Unis dans la région. La méfiance reste cependant de mise, Téhéran continue à réfuter le rôle de protecteur des lieux saints que s'est attribué la monarchie saoudienne alors que Riyad s'inquiète de l'influence iranienne en Irak et de la volonté iranienne d'acquérir l'arme nucléaire. En cas de réussite du programme nucléaire iranien, il est probable que Riyad chercherait à son tour à obtenir l'arme nucléaire⁷¹.

2. 2. 3. L'inquiétude face à la crise irakienne.

Le 9 avril 2003, l'Arabie Saoudite se débarrasse d'un vieil ennemi en la personne de Saddam Hussein. Depuis les années trente, des tensions existent entre le royaume et son puissant voisin du Nord. L'avènement d'un régime baathiste en Irak en 1968 ne facilite pas

⁷⁰ Celle de 1990-1991, la première étant la guerre irano-irakienne.

⁷¹ Suite à une visite du prince héritier Abdallah, accompagné de plusieurs ministres, à Islamabad, en octobre 2003, il a été prétendu que l'Arabie Saoudite souhaitait troquer des technologies nucléaires et balistiques contre du pétrole bon marché. Cette information a été formellement démentie. En 1999, le ministre de la défense, le prince Sultan, a visité l'usine pakistanaise d'uranium et de missiles de Khatura, occasionnant une plainte de Washington. Par la suite, Sultan a également assisté à des essais nucléaires et à des tests de lancement pakistanais. En 1999 également, Abd al Kader Khan, père de la bombe pakistanaise, s'était rendu en Arabie Saoudite. Il est fort probable que l'Arabie Saoudite a soutenu et sans doute financé l'arme nucléaire pakistanaise.

les relations. Les deux Etats se sont rapprochés suite à la révolution islamique d'Iran, perçue à Bagdad et à Riyad comme une menace majeure. Par contre, l'annexion du Koweït le 2 août 1990, fut ressentie par l'Arabie Saoudite comme une trahison majeure⁷². En effet, après avoir largement financé la guerre de l'Irak contre l'Iran, le roi Fahd s'était rendu à Bagdad en 1989 pour y signer un pacte de non-agression. La deuxième guerre du Golfe sera lourde de conséquence pour le royaume, puisque le déploiement de troupes occidentales sur son territoire provoque un mouvement virulent d'opposition islamiste. Cette guerre indignée une grande partie de la population saoudienne dont la sympathie va à la cause irakienne. Elle brouille également les relations du royaume avec le Yémen et l'Organisation de Libération de la Palestine. En faisant appel aux puissances occidentales pour punir un « pays frère » arabe et musulman, la monarchie wahhabite a perdu une grande partie de sa crédibilité.

A partir du Sommet arabe de 2002 à Beyrouth, l'Arabie Saoudite s'est engagée officiellement sur la voie de la réconciliation avec l'Irak de Saddam Hussein en multipliant les accords commerciaux et économiques. Les relations diplomatiques, rompues en 1991, ne sont pas pour autant rétablies. L'Arabie Saoudite voit dans cette coopération économique un moyen de stabiliser, de pacifier et de réintégrer l'Irak. Saddam Hussein voulait pour sa part sortir son pays de l'isolement et obtenir le soutien du monde arabe et musulman face à l'agressivité croissante des Etats-Unis. L'Arabie Saoudite, qu'il qualifiait autrefois de « provinces du Najd et du Hijaz » est alors l'objet d'une opération de charme du dictateur irakien. Jusqu'au dernier moment, l'Arabie Saoudite s'est opposée à l'utilisation de la force contre l'Irak, préconisant une résolution pacifique des problèmes dans le cadre des Nations Unies. Riyad après avoir beaucoup compté sur Paris et Berlin pour faire fléchir la décision de Washington, refuse l'utilisation de son territoire comme base de départ.

Dans le contexte post 11 septembre, les Américains sont peu influencés par le discours saoudien. Depuis la prise de Bagdad, Riyad, comme la plupart des capitales du Moyen Orient, réclame la prise en main de l'Irak par les Nations Unies, les Saoudiens insistent également beaucoup sur la nécessité de préserver l'intégrité du territoire irakien. L'Arabie Saoudite voit dans la situation actuelle trois menaces majeures.

A court terme, l'instabilité irakienne pourrait déborder à l'intérieur du royaume par le biais d'organisation de moujahidins ou de militants chiïtes. La prise d'importance de la majorité chiïte en Irak fait renaître la crainte de troubles dans la province du Hassa ou dans les Etats voisins du Koweït et de Bahraïn. Ensuite, l'instauration d'un régime démocratique,

⁷² Le roi Fahd aurait subi sa première embolie cérébrale en apprenant la nouvelle.

proche de Washington risque d'avoir un effet négatif sur les relations américano-saoudiennes et de constituer une menace pour la monarchie saoudienne en crise de légitimité. Enfin, si les Etats-Unis parviennent à s'assurer le contrôle de la production pétrolière irakienne⁷³ par le biais de privatisations, l'influence saoudienne sur les cours du brut sera remise en cause. Les Etats-Unis pourraient augmenter la production irakienne, obligeant les autres pays à faire de même pour maintenir leur rang, et ainsi pousser les cours à la baisse. Cependant, trois ans après la guerre, la production irakienne reste au dessous de 2 millions de barils par jour⁷⁴. Il est peu probable, du fait de l'instabilité persistante, que les Américains obtiennent une production de 6 millions de barils par jour en 2008, comme cela avait été prévu.

2. 3. Le premier exportateur de pétrole au monde

2. 3. 1. L'alliance américaine

Les ressources pétrolières du royaume deviennent pour Washington un intérêt stratégique majeur dès la seconde guerre mondiale. A cette époque on estime que le jeune royaume détient plus de 40% des réserves mondiales (contre 24% aujourd'hui). Les accords américano-saoudiens sur l'*USS Quincy* en 1945 sont à l'origine d'une alliance solide qui perdure jusqu'à aujourd'hui malgré les vicissitudes de l'Histoire. Le marché entre l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis est très simple ; le royaume assure le ravitaillement régulier des Etats-Unis en pétrole, en contre partie, les Etats-Unis garantissent la sécurité du royaume. Le pétrole abondant et bon marché d'Arabie est devenu le moteur du succès économique américain de l'après guerre. En 1950, le président Truman écrit au roi Abd al Aziz : « Aucune menace contre votre royaume ne pourra survenir sans constituer un sujet de préoccupation immédiate pour les Etats-Unis. ». Dès 1951, la base de Dhahran, dans la province pétrolière du Hassa, est louée aux forces américaines pour une période de 5 ans renouvelable. Une mission de coopération militaire est également mise en place au profit de l'armée saoudienne. La doctrine Eisenhower ne fait que renforcer cet état de fait. Dans le cadre du *containment* du communisme au Moyen Orient, l'Arabie Saoudite apparaît comme un allié pétrolier essentiel et vital pour l'Occident. En 1963, le président Kennedy réaffirme au prince héritier Fayçal « un soutien inconditionnel au maintien de l'intégrité territoriale de l'Arabie Saoudite ». Il

⁷³ L'Irak dispose de la seconde réserve de pétrole du monde, après l'Arabie Saoudite. Cette réserve est estimée à plus de 110 milliards de barils, soit 11% des réserves mondiales.

⁷⁴ Cette production était de 2,5 millions de barils par jour au cours des dernières années de pouvoir de Saddam Hussein. Ce pétrole servait, dans le cadre de l'embargo, à approvisionner l'Irak en vivres et médicaments.

faut ajouter à ce sujet, le soutien diplomatique américain pour le tracer de la frontière saoudienne avec les émirats du Golfe Persique soutenus par Londres.

A partir des années 70, alors que la fortune saoudienne s'accroît de manière vertigineuse, le royaume finance, en coopération avec la CIA⁷⁵, différents mouvements de résistance au communisme : les Contras au Nicaragua, l'Unita en Angola, les moujahidins afghans et les mouvements islamiques en Asie centrale soviétique. A cette époque le puritanisme wahhabite et le conservatisme social saoudien apparaissent, aux yeux des Américains, comme des valeurs positives face à la menace communiste et à ces dérivés : le nationalisme arabe et l'islamisme révolutionnaire iranien. Les Américains apprécient également beaucoup l'investissement financier saoudien au profit de leurs causes. Les aspects totalitaires du dogme wahhabite sont alors considérés comme une nuisance mineure. L'alliance est encore renforcée lorsque Washington perd son allié iranien en 1979.

Après la guerre froide, Riyad aide à l'instrumentalisation des Talibans afghans au profit de Washington. Lors de la seconde guerre du Golfe, les Etats-Unis honorent sans faillir leurs engagements et déploie en quelques mois une armée complète face à l'Irak. A cette occasion, le royaume constitue le principal allié des Etats-Unis au sein de la coalition. Suite à l'opération *Desert Storm* en 1991, 5000 soldats américains sont maintenus en Arabie Saoudite. Dix ans plus tard cependant, les attentats terroristes meurtriers d'Al Qaïda contre les Etats-Unis vont, pour la première fois, mettre cette alliance en cause.

2. 3. 2. L'arme pétrolière

En fait, la première crise américano-saoudienne éclate à l'occasion de la guerre du Kippour en octobre 1973, lorsque l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), menée par l'Arabie Saoudite, décrète un embargo pétrolier contre les Etats occidentaux soutenant Israël. Cette embargo se prolonge jusqu'en mars 1974 et s'accompagne d'une hausse du cours du pétrole de 70% due à une réduction significative de la production. Ce choc pétrolier a des conséquences dramatiques pour les économies occidentales et met fin à la période de prospérité des « 30 glorieuses ». Cette crise ne remet pas en jeu l'alliance avec Washington, mais elle démontre au monde la puissance stratégique acquise par les Etats pétroliers et en particulier par le plus important d'entre eux : l'Arabie Saoudite.

⁷⁵ *Central Intelligence Agency*, agence centrale de renseignement : les services secrets extérieurs américains.

Les dirigeants saoudiens avaient depuis longtemps pris conscience de cet atout pour leur politique extérieure. Comme nous l'avons vu, le royaume, dès 1950, cherche à se rendre maître de la compagnie d'exploitation, l'ARAMCO. En 1960, suite à une initiative du Shah d'Iran, l'Arabie Saoudite se joint au Venezuela, au Koweït, à l'Iran, et à l'Irak pour fonder l'OPEP. Il s'agit, pour les Etats exportateurs, de faire contrepoids au pouvoir des compagnies pétrolières occidentales afin d'être en mesure d'influencer le cours du pétrole et d'assurer leur prospérité. Cette organisation a été rejointe par 8 autres pays jusqu'en 1975⁷⁶. Elle représente aujourd'hui 70% des réserves de pétrole et 40% de la production mondiale.

En 1968, est créée au Koweït l'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole (OPAEP) qui regroupe les pays arabes de l'OPEP auxquels se sont joints Bahreïn et l'Egypte. Le but de cette nouvelle organisation est de favoriser l'intégration et la solidarité économiques des pays arabes et de renforcer le poids du monde arabe sur le marché pétrolier. Cette politique multinationale réussit parfaitement dans les années soixante-dix et aboutit à l'enrichissement massif des pays producteurs. Cependant, dès les années quatre-vingt, l'efficacité de l'OPEP et de l'OPAEP s'effrite du fait des tensions internes (révolution iranienne, invasion du Koweït) et de l'adaptation des politiques énergétiques dans les pays importateurs (diversification des approvisionnements, développement des énergies de substitution). De fait, à partir du milieu des années quatre-vingt, les revenus du pétrole s'amenuisent. Ils vont rester relativement bas durant 15 ans.

2. 3. 3. Le difficile équilibre

La politique pétrolière de l'Arabie Saoudite est donc un élément clef de l'influence saoudienne et surtout de la sécurité du royaume. De manière générale, l'Arabie Saoudite veille à ce que ses protecteurs occidentaux jouissent d'une prospérité économique. Mais elle veille également à se garantir des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins internes. Comme à ses début, la monarchie gagne sa légitimité en assurant le bien être du peuple. Ainsi, l'Arabie Saoudite mène une politique de concertation avec les autres pays producteur de pétrole afin de stabiliser les cours à un niveau acceptable. Des cours excessivement élevés ont tendance à pousser les consommateurs vers des énergies de substitution et vers des exportateurs concurrents (non membres des organisations internationales d'exportateurs)⁷⁷.

⁷⁶ Les Emirats Arabes Unis, l'Indonésie, la Libye, l'Algérie, le Qatar et le Nigéria. L'Equateur et le Gabon ont adhéré dans les années 70 puis ont quitté l'organisation au début des années 90.

⁷⁷ En 2003, la production russe a dépassé la production saoudienne.

De plus, ils pèsent sur la croissance mondiale et aggravent les tensions internationales. Des cours trop bas remettent en cause le système économique et social saoudien et provoquent des tensions internes. Suite aux deux chocs pétroliers de 1973 et 1979⁷⁸ qui ont fait progresser le prix du baril de 3 à plus de 40 dollars en moins de 10 ans, les dirigeants saoudiens avaient estimé que le juste milieu se situait entre 22 et 28 dollars. Le ministre du pétrole et des ressources minières, Ali bin Ibrahim al Nouaymi est d'ailleurs surnommé « Monsieur 25 dollars ».

Pour être capable d'assurer ces prix, l'Arabie Saoudite s'est donné les moyens de moduler sa production en cas de nécessité. Pour cela elle a construit, dans le cadre d'un programme de stockage stratégique, deux sites de stockage, à al Kharj en 1999 et à Jeddah en 2002, d'une capacité de près d'un million de barils chacun. La construction de trois autres sites de stockage est annoncée, à Médine, à Abha et dans le Qassim. De plus, la production de pétrole du royaume (12% de la production mondiale – 430 millions de tonnes) qui oscille depuis plusieurs années autour de 8 millions de barils par jour, est en mesure d'augmenter jusqu'à 11 millions de barils. L'Arabie Saoudite devrait prochainement porter sa capacité de production maximale à 12,5 millions de barils par jours.

Cette politique de stabilisation des prix a fonctionné à l'occasion de la révolution islamique iranienne, des deux guerres du golfe, pendant les troubles politiques au Venezuela en 2002 et à l'occasion de la guerre en Irak en 2003. Jusque là, l'action saoudienne en matière de production avait permis de bloquer la hausse des prix (aux alentours de 40 dollars maximum) et de les ramener à un niveau acceptable. Cependant, ceci n'a pas suffi à empêcher la flambée des cours du pétrole après 2003. En 1999, le prix du baril était tombé à 11 dollars, en 2005, il atteint 60 dollars. Cette perte de contrôle peut s'expliquer par la difficulté à relancer la production irakienne, couplée à la forte croissance de la demande en pétrole des économies émergentes de Chine et d'Inde.

Il est possible que l'Arabie Saoudite ne fasse pas son maximum pour stabiliser et baisser rapidement les prix. Ceci afin de compenser la période difficile des années quatre-vingt-dix au cours desquelles le royaume s'était appauvri. Cependant, il est peu probable que l'Arabie Saoudite change sa volonté de modération. Dans la mesure du possible et dans son propre intérêt, elle cherchera à rester à long terme le premier fournisseur de pétrole. Les dirigeants saoudiens savent que leur avenir repose sur leur capacité à maintenir le pétrole le

⁷⁸ Guerre du Kippour et révolution islamique iranienne.

plus longtemps possible comme source d'énergie majeure dans un contexte économique de croissance maîtrisée.

2. 4. Le rayonnement par l'Islam

2. 4. 1. La monarchie protectrice des Lieux Saints

La présence sur le territoire saoudien de deux des villes saintes de l'Islam donne un poids très important à la monarchie des Saoud. L'Arabie Saoudite ne manque pas de profiter du rôle de protectrice des lieux saints pour renforcer son influence au sein de la communauté musulmane et pour promouvoir le wahhabisme au-delà de ses frontières. Du fait de la présence de ces deux villes saintes, dont l'accès est interdit aux non-musulmans, c'est tout le territoire saoudien qui est considéré comme « harm », terre sacrée.

La Mecque est aujourd'hui la troisième ville du royaume avec plus de 1,6 millions d'habitants. C'est là qu'est né le Prophète Muhammad et qu'il a reçu la révélation divine par l'intermédiaire de l'Archange Gabriel. La Mecque est considérée comme la capitale spirituelle du monde musulman et c'est dans sa direction que se tournent les fidèles pour prier. On y trouve la Mosquée al Haram qui abrite la Kaaba. Curieusement, elle ne fut jamais une capitale politique dans une communauté religieuse où spiritualité et temporalité sont toujours très intimement mêlées, même à l'époque du Prophète. Des premiers Califes à l'arrivée des Wahhabites, la direction de la ville a été assurée par un Sharif⁷⁹ issu de la descendance du Prophète. Un pilier de l'Islam⁸⁰ est le devoir, pour tout fidèle qui en a les moyens physiques et financiers, d'accomplir le grand pèlerinage à la Mecque, lors de la commémoration de la fête du sacrifice entre le 9 et le 13 du mois de Dhu al Hijja⁸¹. A ce grand pèlerinage, qui rassemble aujourd'hui plus de 2,5 millions de fidèles par an, il faut ajouter les personnes qui effectuent un « petit » pèlerinage, le restant de l'année (2,5 millions également). Le pèlerinage est devenu un défi logistique majeur pour les autorités saoudiennes. En 1955, la capacité d'accueil d'al Haram fut portée de 200000 à 400000. Plus tard, le roi Fahd chargea la compagnie *Saudi Bin Laden Group* d'étendre cette capacité à un million de fidèles. Du fait de l'affluence croissante de pèlerins, les autorités saoudiennes ont été obligées de se lancer dans des travaux gigantesques afin de satisfaire les besoins. Chaque année

⁷⁹ « Noble » en Arabe.

⁸⁰ L'Islam repose sur 5 piliers (Arkan) : la profession de foi (Shahadat), la prière (Salat), le jeûne du mois de Ramadan (Sawm), le pèlerinage (Hajj) et l'aumône (Zakat).

⁸¹ Douzième mois du calendrier hégirien.

environ 500 millions d'Euros sont dépensés pour l'entretien et l'amélioration des lieux alors que près de 100000 personnes des services de sécurité et de secours sont déployés. Ceci n'empêche pas les catastrophes de se produire régulièrement depuis 15 ans. Il y aurait environ 250 morts en moyenne par an depuis 1990, à cause des bousculades, des incendies ou des écroulements de bâtiments. Depuis les incidents de 1987 avec les pèlerins iraniens, l'Arabie Saoudite a imposé un système de quotas limitant les effectifs nationaux à un pèlerin pour 1000 habitants. Ce système de quota ne s'applique pas aux Musulmans des pays occidentaux, ni aux Saoudiens. Par contre, ces derniers sont sensés limiter leur participation au pèlerinage à une fois tous les 5 ans. Sur le plan économique, le pèlerinage rapporte environ 5 milliards d'Euros par an au royaume. Les pèlerins ne paient pas de visa mais doivent s'acquitter d'un forfait de 120 Euros⁸².

La ville de Médine est quant à elle la cinquième ville du pays avec 850000 habitants. Muhammad y a organisé la première communauté musulmane après l'Hégire en 622. Elle fut donc la première capitale politique de l'Islam, jusqu'à ce que le Calife Ali s'installe à Koufa en 656. On y trouve la Mosquée du Prophète⁸³ et son tombeau. Là aussi, la monarchie saoudienne a entrepris de grands travaux et la mosquée du Prophète a atteint une capacité de 250000 fidèles. Le pèlerinage à Médine est bien moins important que celui de la Mecque puisqu'il n'est pas obligatoire.

A la fin du 18^{ème} siècle, le Sultan ottoman Abd al Hamid Ier s'était paré du titre prestigieux de serviteur des lieux saints. Disparu avec la fin du califat, ce titre a été repris en 1986 par le roi Fahd. De fait, depuis 1924, les Saoudiens supervisent les pèlerinages et en profitent pour imposer une empreinte wahhabite. Tous les rites non reconnus comme purement sunnites sont interdits, ce qui ne va pas sans agacer les différentes minorités de l'Islam, à commencer par les Chiites. Les différentes confréries soufies se sont également et régulièrement élevées contre cette main mise wahhabite. Le conflit le plus virulent oppose la monarchie saoudienne au régime islamique iranien qui réclame une instance islamique internationale pour assurer la gestion des lieux saints. De manière générale, nombreux sont les Musulmans dans le monde qui acceptent difficilement, que le nom d'une famille, d'origine peu prestigieuse de surcroît, ait été donné à la terre d'origine de l'Islam et que cette famille jouisse d'un tel pouvoir religieux. L'Arabie Saoudite est en effet le seul Etat au monde, avec le Liechtenstein, à porter le nom d'une famille.

⁸² En 2005.

⁸³ La première mosquée de Médine fut construite par le Prophète, de ses propres mains.

En plus de sa main mise sur les Lieux saints, l'Arabie Saoudite finance et diffuse un prosélytisme wahhabite efficace dans l'ensemble du monde islamique.

2. 4. 2. La politique islamique internationale

Comme nous l'avons vu, le wahhabisme a toujours eu une vocation messianique. L'Arabie Saoudite s'appuie aujourd'hui sur un réseau dense d'organisation islamiques internationales chargées de mener deux missions : une action caritative financée par les revenus pétroliers, au profit de la communauté musulmane internationale et une action prosélyte conforme à la da'wah, obligation des Musulmans de propager leur foi. De manière moins directe, cette politique islamique vise à légitimer la place de la monarchie saoudienne ainsi que ses revenus pétroliers colossaux, et donc à assurer la sécurité du royaume.

La gestion des associations islamiques caritatives et l'action de propagation de la foi sont supervisées en premier lieu par le Conseil suprême pour les affaires islamiques, présidé par le Prince héritier Sultan, également ministre de la défense. Les quelques 150 associations sont supervisées en second lieu par le ministère des affaires islamiques, des biens morts et de la prédication du Sheikh Saleh al Ahl ash Sheikh. L'organisation la plus importante est al Haramayn (les deux villes saintes), dirigée par des oulémas. Elle dispose d'un budget de près de 80 millions d'Euros et est organisée en zones géographiques et en thèmes. Elle possède une cinquantaine de bureaux relais dans le monde⁸⁴.

Le financement des différentes actions caritatives et de propagation de la foi est assuré par la zakat au niveau de la famille royale (les Princes n'hésitent pas verser des millions de dollars), du ministère des finances et des particuliers. L'ensemble des financements est géré par plusieurs banques privées.

En 1962, face à la menace croissante du nationalisme arabe, le roi Fayçal est à l'origine de la création de la Ligue Islamique Mondiale (LIM) lors de la conférence islamique de la Mecque. Son but avoué est de faire face à la propagation des idées laïques, jugées néfastes pour l'Islam et la solidarité des Musulmans. Installée à la Mecque, la LIM dispose aujourd'hui de près de 6000 bureaux relais dans le monde et a pour mission de « soutenir l'étude de la religion musulmane, de propager pacifiquement l'Islam et développer l'aide humanitaire ». Initiatrice du projet, l'Arabie Saoudite reste l'acteur majeur de la LIM. Cette dernière participe à la diffusion gratuite de Corans et d'écrits de rite wahhabite dans « un

⁸⁴ Dont un en France.

soucis d'uniformisation doctrinal ». Par son biais, le roi Fahd a financé la construction de 1359 mosquées et 210 centres islamiques. La LIM supervise l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse musulmane basée à Riyad et le Comité islamique de Secours mondial, installé à Jeddah. Le poids saoudien est encore accentué par le fait que le président de la LIM doit être saoudien.

Suite à la débâcle arabe de 1967 face à Israël, la LIM s'est doté d'une structure permanente : l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). Cette organisation est elle aussi initiée par le roi Fayçal, lors de la conférence islamique de Rabat. Le but est de promouvoir la solidarité musulmane, de coordonner les efforts pour la sauvegarde des lieux saints (Jérusalem était désormais sous contrôle israélien) et de renforcer le combat de tous les peuples musulmans, afin de sauvegarder leur dignité, leur indépendance et leurs droits nationaux. L'OCI dispose d'une banque islamique de développement et d'une académie de jurisprudence islamique.

Pour diffuser son influence, l'Arabie Saoudite s'appuie également sur l'édition des ouvrages de base du wahhabisme⁸⁵ et internet, mais il est évident que l'argent du pétrole reste le moyen de persuasion le plus efficace du prosélytisme saoudien.

La vision islamiste saoudienne s'est imposé, peu à peu, suite à l'échec des nationalistes arabes face à Israël, alors que les moyens financiers du royaume s'accroissaient massivement. La LIM et l'OCI constituent deux piliers de l'influence islamique saoudienne internationale.

2. 4. 3. Les liens avec les mouvements jihadistes

L'action de la LIM prend parfois une intonation plus politique que religieuse ou caritative. Ainsi au début des années soixante-dix, elle fait pression sur la France pour l'indépendance de Djibouti. Plus tard, elle appuie ouvertement la cause des moujahidins afghans, des Bosniaques musulmans et de la résistance tchéchène du commandant Chamil Bassaïev. Suite au premier attentat contre le *World Trade Center* de New York en 1993, ce prosélytisme militant attire les critiques internationales.

La LIM s'est toujours défendue d'agir en faveur de groupes terroristes, alors que l'Arabie Saoudite explique qu'elle n'a aucun contrôle sur les financements privés des fidèles.

⁸⁵ Ibn Hanbal, ibn Taymiya, Muhammad bin Abd al Wahhab.

Ce dernier argument apparaît difficilement recevable du fait de la symbiose entre le pouvoir saoudien et les instances de la Ligue.

Le jihad afghan a de manière évidente été massivement soutenu politiquement et financièrement par la LIM et par l'Arabie Saoudite. Ce soutien s'est fait en coopération très étroite avec Washington et Islamabad. Cette mobilisation en faveur de la résistance afghane fut une excellente opportunité pour les trois Etats. Pour les Etats-Unis, elle a permis de combattre indirectement l'Armée Rouge et de la mettre dans une situation équivalente à celle qu'ils avaient connu au Vietnam. Pour Islamabad, l'apparition d'une menace extérieure a facilité la mise en place de la politique islamiste du général Zia et permis de s'allier les populations Pachtounes du Nord Ouest, traditionnellement rebelles. Enfin, pour Riyad, cela a permis de détourner la fougue des mouvements intérieurs d'opposition, partisans d'une politique islamique plus rigoureuse, et de s'imposer à nouveau sur la scène internationale comme championne de l'Islam, suite à la remise en cause apportée par la révolution iranienne.

La fin de la guerre froide ne change pas vraiment la situation puisque les trois Etats continuent à soutenir le mouvement des Talibans⁸⁶ qui prend le pouvoir à Kaboul en 1996. Cet événement est qualifié de « très positif » par Chris Taggart, vice président de la compagnie américaine Unocal, chargée de la construction d'un gazoduc entre le Turkménistan et l'Océan Indien. Paradoxalement, les Etats-Unis négocient avec les Talibans pour l'accès aux hydrocarbures d'Asie Centrale, dans le but de diminuer leur dépendance envers l'Arabie Saoudite. Le Pakistan voit dans cette évolution la mise en place d'une sorte de protectorat sur l'Afghanistan. L'Arabie Saoudite est quant à elle pleinement satisfaite de l'institution d'un Emirats Islamique d'Afghanistan, très influencé par l'idéologie wahhabite, dont la devise n'est autre que la Shahadat. En 1996, trois pays seulement ont reconnu le nouvel Etat : l'Arabie Saoudite, le Pakistan et les Emirats Arabes Unis.

La rupture entre les Etats-Unis et les Talibans a lieu en 1998, suite aux attentats anti-américains à Dar as Salam et à l'accueil du terroriste Oussama bin Laden⁸⁷ en Afghanistan. Le prince Tourki al Fayçal, responsable des services du renseignement extérieur depuis 1977, a été le lien entre les services secrets occidentaux, pakistanais, l'Arabie Saoudite et les mujahidins arabes en Afghanistan. Après le départ de l'Armée Rouge, les mujahidins arabes

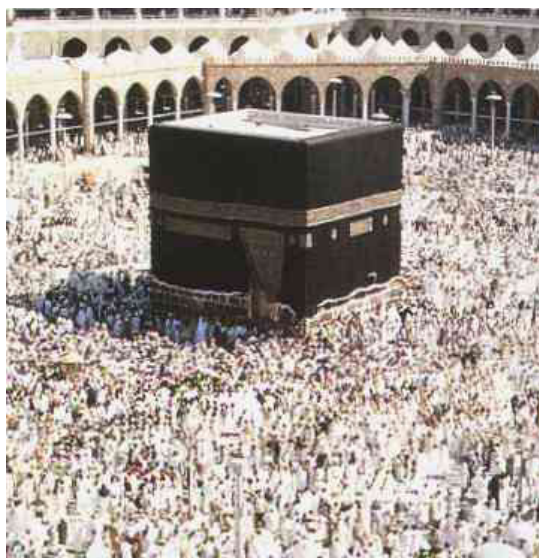
⁸⁶ Taliban signifie étudiant en farsi, il s'agit en fait d'un mouvement avant tout ethnique de la communauté pachtoune pakistano afghane. Formés dans les écoles coraniques pakistanaïses, les Talibans ont adopté une politique islamiste sunnite rigoriste, proche du wahhabisme saoudien. Ce mouvement peut être comparé au mouvement des Ikhwân à l'époque des conquêtes d'Abd al Aziz, du fait de son aspect révolutionnaire et fanatique.

⁸⁷ Oussama bin Laden est le fils de l'entrepreneur de travaux public d'origine yéménite Muhammad bin Laden, chargé par la famille royale de restaurer et d'améliorer les lieux saints.

de bin Laden sont rapatriés en Arabie Saoudite et déployés sur la frontière yéménite. Cette force de quelques milliers d'hommes aguerris est alors utilisée comme moyen de pression du clan des Sudaïri⁸⁸ contre le prince Abdallah et sa garde nationale. Il est à noter que Washington, méfiante envers Abdallah, a soutenu ce mode d'action, alors qu'un mandat d'arrêt avait déjà été lancé contre bin Laden. Une fois bin Laden réfugié en Afghanistan, le prince Tourki s'est efforcé sans succès d'obtenir l'extradition de bin Laden en échange d'une reconnaissance internationale du régime Taliban, garantie par Washington.

Ainsi, la monarchie saoudienne et le gouvernement des Etats-Unis ont-ils continué à avoir des contacts et à utiliser bin Laden jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix, bien que ce dernier ait été considéré comme terroriste à partir de 1993 et déchu de sa nationalité saoudienne en 1994. On estime qu'al Qaïda⁸⁹ a reçu entre 50 et 100 millions de dollars d'associations caritatives saoudiennes ou de membres de la famille royale entre la fin du jihad afghan et les attentats de 2001. Le premier banquier du royaume : Khaled bin Mahfouz, qui de surcroît est le beau-père de bin Laden est considéré comme le banquier du jihad.

Signe du malaise croissant, en 2001, avant les attentats, John O'Neill, numéro deux du FBI⁹⁰, démissionne en dénonçant la compromission de Washington à l'égard de bin Laden. En Arabie Saoudite, le prince Tourki est limogé deux semaines avant le 11 septembre.



⁸⁸ Au sein de la famille royale, le clan des Sudaïri, dirigé par le prince Sultan est le plus puissant. Cependant, le prince Abdallah n'en fait pas partie. Les Sudaïri sont considérés par Washington comme garants de l'alliance alors qu'Abdallah inquiète par ces positions parfois jugées comme anti américaines. Ce point sera plus amplement débattu en troisième partie.

⁸⁹ « La base », l'organisation jihadiste et terroriste d'Oussama bin Laden, constituée autour d'un noyau d'ancien mujahidins d'Afghanistan.

⁹⁰ *Federal Bureau of Investigation*, les services de renseignement intérieurs américains. John O'Neill a ensuite été recruté comme responsable sécurité du World Trade Center de New York. Le 11 septembre, il faisait partie des victimes.

3. Les défis de la période post-guerre froide.

3. 1. Les difficultés économiques et sociales

3. 1. 1. La fin du tout pétrole

Au cours des années quatre-vingt-dix, l'Arabie Saoudite prend conscience que le pétrole ne répondra pas indéfiniment aux besoins de la société. La chute des cours du pétrole dès les années quatre-vingt et la forte croissance démographique provoquent une baisse notable du niveau de vie et une augmentation du chômage. En effet, entre 1992 et 2002, la population saoudienne passe de 16,9 millions d'habitants (dont 4,6 millions d'étrangers) à 22,1 millions (dont 5,8 millions d'étrangers)⁹¹. Durant la même période, le PNB par habitant est passé de 15000 à 10000 dollars. Le taux de croissance démographique et celui de fertilité sont parmi les plus importants au monde (3,3% - 6,1 enfants par femme). La population est donc très jeune, les moins de 15 ans en représentent 45%. Elle devrait avoisiner 40 millions d'habitants en 2025. Traditionnellement en manque de main d'œuvre, le royaume connaît aujourd'hui un taux de chômage estimé à 15%⁹². Aux alentours de 160000 jeunes saoudiens arrivent chaque année sur le marché du travail, le pays a donc besoin d'une croissance économique très soutenue pour faire face à cette situation. A ceci s'ajoute la relative inefficacité de l'enseignement en Arabie Saoudite, très marqué par l'instruction religieuse et l'apprentissage par cœur. Les jeunes arrivent sur le marché du travail sans spécialisation technique, sans esprit critique et avec une capacité d'innovation très limitée.

Les revenus pétroliers sont passés de 116 milliards de dollars en 1981 à 15 milliards en 1986. Remontés à 45 milliards en 1990, ils chutent à nouveau à 30 milliards en 1998 pour atteindre 60 milliards en 2003. Cette instabilité ne permet pas d'assurer la croissance nécessaire à l'économie nationale. De plus, l'instabilité régionale a un effet négatif. Les revenus spectaculaires encaissés suite aux deux chocs pétroliers ont entraîné une politique très dépensière et une forte corruption. Dès 1982, l'Arabie Saoudite enregistre un déficit budgétaire. En 2003, ce déficit atteint 5,5 milliards de dollars alors que la dette publique est

⁹¹ Ces chiffres proviennent de la banque centrale saoudienne. Ils sont plus crédibles que ceux du gouvernement qui tend à les exagérer, dans un souci d'affirmer le poids du royaume dans son environnement régional. Les estimations pour l'année 2002 varient entre 20 et 24 millions.

⁹² Il n'existe pas de chiffres officiels, des estimations variant entre 10 et 25% sont faites par les banques et les services de renseignement occidentaux.

estimée à 180 milliards. Le royaume est atteint par la *dutch disease*⁹³, une croissance économique fulgurante basée sur la surexploitation d'une ressource unique et alimentant une bureaucratie surdimensionnée et des dépenses improductives.

Certes, la nouvelle hausse des cours du pétrole, à partir de 2000, est profitable, mais elle ne permettra pas un retour à la prospérité passée. Au cours de ces dernières années, la pauvreté s'est développée de manière rapide dans le royaume. Des quartiers et des zones rurales paupérisées regroupent les déshérités du royaume alors que les mendiants ont fait leur apparition dans les rues. Au sein du CCG, le royaume fait d'ailleurs désormais figure d'Etat « pauvre ».

3. 1. 2. Les réformes économiques

Le pétrole ne permettant plus de financer l'Etat providence, l'Arabie saoudite doit réformer son économie. Sous l'impulsion du prince héritier Abdallah, le royaume prend des mesures depuis dix ans pour diversifier cette économie et protéger son marché de l'emploi. Cette volonté s'accompagne d'une politique d'austérité et de rigueur. Le but est d'améliorer la productivité et la compétitivité. Abdallah veut pour cela renforcer la place du secteur privé, diminuer les dépenses publiques et favoriser la formation professionnelle. On évoque une « saoudisation » de l'économie.

Plusieurs instances ont été créées en 1999, pour piloter les réformes économiques et sociales. Le Conseil économique suprême, présidé jusqu'en 2005 par le prince Abdallah lui-même, conseille le gouvernement et supervise les mesures d'austérité et de privatisation. Le secteur public représente plus de 60% du PNB. Les systèmes de distribution d'eau et d'électricité, la gestion des ports et certains services municipaux sont en cours de privatisation. Les télécommunications, les transports et la production d'électricité constituent la prochaine étape. On envisage même de privatiser certains secteurs d'activité de la Saudi ARAMCO, alors que le domaine prometteur de l'exploitation du gaz naturel fait l'objet de négociation avec les grands groupes mondiaux⁹⁴.

Le Conseil suprême pour les affaires pétrolières et minières définit une politique des hydrocarbures et est chargé des négociations avec les compagnies étrangères.

⁹³ Le mal hollandais.

⁹⁴ Le groupe français Total Fina Elf, le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch Shell et le groupe américain Conoco.

L'Autorité Générale pour l'Investissement⁹⁵ est chargée d'encourager les investissements étrangers dans le royaume. En effet, le royaume accueille 20 milliards de dollars d'investissements étrangers alors que les investissements saoudiens à l'extérieur atteignent 700 milliards de dollars. Un effort important a été fait afin de compenser la mauvaise image du royaume après les attentats de 2001. La nécessité d'un sponsor a été supprimée, l'accès au financement concessionnel saoudien et à la propriété du sol autorisés, le taux d'imposition diminué de 25%.

Enfin, le Haut comité du tourisme doit faciliter le développement du récent secteur touristique. Ce projet vise essentiellement le pèlerinage. Le tourisme non musulman restera nécessairement limité, même si le royaume accorde désormais des visas pour la visite des sites archéologiques. Le but est également d'inciter les hommes d'affaire saoudiens à investir sur le territoire national.

En matière d'emploi, la « saoudisation » vise à substituer la main d'œuvre nationale à la main d'œuvre étrangère, notamment dans le secteur privé. Pour atteindre les objectifs, le système éducatif saoudien doit être profondément remanié afin de fournir une main d'œuvre qualifiée. Le gouvernement compte également sur l'aide des entreprises privées pour former les jeunes saoudiens. En 2003, la création de 20 facultés techniques et de 39 instituts de formation professionnelle a été annoncée, pour une capacité totale de 100.000 étudiants. Le code du travail adopté en 2001 prévoit des quotas progressifs d'employés saoudiens dans les entreprises. Ainsi, l'objectif de l'ensemble du secteur privé était de 25% en 2002. D'autres mesures incitatives (primes) et restrictives sont prises. Le métier de chauffeur de taxi, par exemple, a ainsi été entièrement « saoudisé » en 3 années.

Le royaume cherche désormais à se rapprocher des critères d'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Parmi les efforts les plus notoires, des commissions ouvrières ont été autorisées dans les grandes et moyennes entreprises, afin de défendre les intérêts des travailleurs. Il s'agit là d'une évolution majeure dans un Etat où les associations représentatives et les partis politiques restent interdits.

Cependant, si les projets de réforme sont impressionnants, les résultats sont plutôt décevants. Les produits non pétroliers restent marginaux parmi les exportations saoudiennes (de l'ordre de 10%). Le marché saoudien est ouvert sur l'extérieur avec près de 40 milliards de dollars d'importations et 75 milliards de dollars d'exportations, mais les nombreuses restrictions, liées à des interdits religieux, compromettent l'adhésion du royaume à l'OMC.

⁹⁵ SAGIA: *Saudi Arabian General Investment Authority*.

Un grand nombre d'activités restent fermées à l'investissement étranger (santé, télécommunications, assurances, éducation, pêche, impression, audiovisuel, agences commerciales). Quant à la « saoudisation » des emplois, le programme se heurte à l'incompétence du système éducatif saoudien et au mépris des jeunes pour les emplois manuels et techniques.

La réussite des réformes est un enjeu majeur car elle permettrait d'assurer la stabilité intérieure et politique du pays. Cependant, du fait de leur ampleur, ces réformes ne peuvent être réalisées rapidement sans risque de provoquer l'instabilité.

3. 1. 3. L'évolution des mentalités

Les médias, et notamment la presse écrite, sont un vecteur d'ouverture pour la société saoudienne et un miroir de l'évolution des mentalités. Les nombreuses publications, imprimées dans le royaume ou à l'étranger, en arabe ou en anglais, abordent désormais sans tabou les problèmes de la société : pauvreté, drogue, alcool, obésité, dépressions, fanatisme, terrorisme. Tous ces maux font des ravages, souvent insoupçonnés à l'étranger, plus du quart des jeunes Saoudiens sont obèses et plus des deux tiers d'entre eux souffrent de dépression nerveuse⁹⁶. Le taux de suicide augmente rapidement à cause des abus d'alcool et de drogue⁹⁷.

Le point de départ de la libération de la presse, et donc de l'expression, remonte à l'incendie d'une école de jeunes filles de la Mecque en mars 2002, au cours duquel plusieurs adolescentes périrent à cause de la non intervention des secours. La police religieuse a en effet empêché le sauvetage en arguant que les jeunes filles n'étaient pas voilées. Ce drame a fait scandale dans le royaume et, pour la première fois, l'opinion publique s'est mobilisé pour exiger que les responsables soient sanctionnés.

Un important facteur de changement vient de l'aspiration des femmes à accroître leur rôle au sein de la société. Les Saoudiennes se montre particulièrement actives dans les écoles, elles représentent 63% des étudiants de l'enseignement supérieur et leurs résultats sont souvent meilleurs que ceux des jeunes hommes. Sur le plan économique, les femmes détiennent 30% de la richesse nationale, elles sont très présentes dans les secteurs de l'enseignement, de la banque et de la santé. En revanche, elles ne représentent que 7% de la population active du royaume. La nouvelle génération de Saoudiennes, éduquées et actives, n'hésite plus à revendiquer une meilleure considération et à critiquer la misogynie et le

⁹⁶ Al Watan, le 8 avril 2003.

⁹⁷ Discours du professeur al Fawzan à l'université du roi Saoud.

machisme de la société. Sous leur pression les journaux abordent les sujets du permis de conduire⁹⁸, de l'avortement⁹⁹, du mariage forcé et des violences conjugales.

L'impact de ces revendications se fait sentir. En 2001, le royaume a accepté de doter les femmes de cartes d'identité. Il est probable que l'évolution de la situation des femmes sera provoquée par les hommes eux même. Dans un contexte de difficultés économiques, les maris se passeraient volontiers d'employer des chauffeurs pour conduire leurs épouses. Sur le marché du travail, les entrepreneurs s'intéressent fortement au potentiel représenté par la main d'œuvre féminine qualifiée.

3. 2. Le néo-ikhwânisme.

3. 2. 1. Le retour des Ikhwâns

En 1979, l'Arabie Saoudite connaît la première crise politique due à la contestation islamiste. Le premier jour du mois de muharram 1400 du calendrier hégirien, à la Mecque, alors que 2 millions de pèlerins se pressent dans la ville, un jeune homme nommé Juhayman al Otaïbi prend la parole lors du prêche. Il annonce qu'il est accompagné du Mahdi¹⁰⁰, Muhammad al Qahtani, chargé de nettoyer le royaume de la corruption des Saoud. Un demi-millier de rebelles provenant de différents pays arabes (mais très majoritairement Saoudiens) s'emparent des lieux et retiennent 130 otages. Le roi Khaled est totalement pris au dépourvu et les assauts des forces saoudiennes échouent avec des pertes très lourdes¹⁰¹. Incapable de faire face à la situation, le régime fait appel à l'aide de la France qui envoie le Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GIGN)¹⁰². L'intervention française est efficace¹⁰³ et, deux semaines après le début de la crise, Juhayman se rend avec les 170 survivants de son groupe. Le Mahdi est tué dans les combats. La répression est terrible, 83

⁹⁸ Les femmes n'ont pas le droit de conduire en Arabie Saoudite.

⁹⁹ Selon Arab News, en juillet 2002, 20% des Saoudiennes recourent chaque année à des opérations de contraception. En 20 ans, le nombre d'enfants par femme a diminué de 50% dans les grandes villes.

¹⁰⁰ Dans l'Islam chiite et selon certaines croyances sunnites, le Mahdi est un descendant du Prophète dont l'arrivée annoncera la fin du Monde. La mère d'Al Qahtani est une descendante de la tribu des Quraïsh, celle du Prophète.

¹⁰¹ Estimées à un millier de tués.

¹⁰² Il aurait été logique que l'Arabie Saoudite se tourne vers les Etats-Unis mais les Américains étaient déjà aux prises avec la prise d'otage de leur ambassade à Téhéran. A cette occasion, les hommes du capitaine Barril durent se convertir à l'Islam afin de pouvoir pénétrer dans le *harm*.

¹⁰³ L'intervention fut facilitée par les plans fournis par le Saudi Bin Laden Group qui avait été chargé de la restauration de la grande mosquée. Les insurgés avaient réussi à introduire leurs armes grâce aux camions de la même compagnie, fondée par Muhammad bin Laden, père d'Oussama. Mahrouss, un autre fils bin Laden fut d'ailleurs interpellé pour ses liens avec des groupuscules extrémistes.

personnes sont décapitées dans les différentes villes du royaume et des centaines de personnes sont arrêtées. Des soupçons portent sur la Garde Nationale commandée par le prince Abdallah, connu pour son puritanisme religieux. Certaines armes utilisées proviennent des armureries de la Garde et les tribus al Qahtani et al Otaïbi auxquelles appartiennent le Mahdi et Juhayman sont particulièrement représentées dans cette force militaire.

Le meneur du groupe, Juhayman est connu pour ces positions religieuses radicales et a eu des soucis à cause de ses positions contre la monarchie saoudienne. Le jeune homme a été un des étudiants en théologie du « vénérable » sheikh aveugle bin Baz, gardien de l'orthodoxie wahhabite¹⁰⁴. Juhayman est devenu le protégé de bin Baz, séduit par la « pureté morale » du jeune homme. Par la suite, Juhayman reniera bin Baz¹⁰⁵, qu'il associera à la monarchie saoudienne et accusera de compromission.

Il est clair que Juhayman se considérait comme le dépositaire de l'héritage des Ikhwân rebelles de 1928-1929. Son grand père avait d'ailleurs été tué à la bataille de Sabilah. Il déclara au sujet des Ikhwân : « Ils ont mené le Jihad, conquis le pays et envoyé le butin au roi en tant qu'imam des Musulman. Mais celui-ci, dès que son autorité s'est affermie, s'est allié aux Chrétiens et a interdit la poursuite du Jihad. Lorsqu'ils lui ont désobéi, il les a réprimés. Le Prophète n'a-t-il pas dit dans un hadith : « n'obéissez pas à celui qui vous ordonne de désobéir au Créateur. » »¹⁰⁶.

Suite à ce drame, la famille royale, ébranlée, prend des mesures pieuses et fait construire plusieurs mosquées. Le prince Fawwaz, gouverneur de la Mecque et buveur invétéré est limogé. Cependant, c'est l'intervention soviétique en Afghanistan qui permet de détourner le mécontentement islamiste.

3. 2. 2. La montée en puissance des mouvements d'opposition islamiste.

L'arrivée des troupes occidentales sur le sol saoudien en 1990 constitue un véritable traumatisme dans le royaume. Longtemps indécis, le roi Fahd accepte l'aide militaire américaine suite aux pressions de Richard Cheney, ministre de la Défense des Etats-Unis, qui affirme que 100000 soldats irakiens sont massés à la frontière saoudienne. Le Sheikh bin Baz obtient des Oulémas une fatwa légitimant l'intervention des « forces infidèles » dans le harm, pour sauver « le royaume et l'Islam ». Richard Cheney certifie que les troupes américaines ne

¹⁰⁴ Le sheikh bin Baz n'hésitait pas à défendre la thèse du géocentrisme assurant que la terre est plate.

¹⁰⁵ Bin Baz est à l'origine de la fatwa autorisant l'emploi de la force contre les révoltés dans l'enceinte de la grande mosquée.

¹⁰⁶ Basbous 2003 - 1985

resteront que le temps nécessaire pour libérer le Koweït, elles vont cependant rester douze ans.

Dès 1991, 400 Oulémas envoient au roi un manifeste de protestation contre la présence étrangère sur le territoire sacré. Ce manifeste est également divulgué dans les médias, provoquant la fureur du souverain. Le roi Fahd s'appuie de nouveau sur le Sheikh bin Baz pour contrer l'opposition et impose une purge dans les milieux religieux.

L'année suivante, un nouveau manifeste est adressé au roi par l'intermédiaire de bin Baz. Il souligne l'attitude indigne et immorale de certains membres de la famille royale et dénonce la faiblesse des forces armées, incapables d'assurer seules la défense du royaume¹⁰⁷. La portée du document pousse une fois de plus le roi à prendre des mesures répressives.

En 1993, quelques personnalités créent le Comité de Défense des Droits Légitimes (CDDL). Ce comité s'appuie sur les droits de la sharia et reprend en grande partie les revendications des manifestes précédant. Son porte-parole, Muhammad al Missâri est arrêté et emprisonné. Après sa libération, il s'exile à Londres¹⁰⁸ d'où il continue à animer le CDDL par internet, avant d'être arrêté par les autorités britanniques pour avoir appelé à l'extermination des Juifs. L'*Advice and Reformation Committee*¹⁰⁹ est également installée à Londres. Il s'agit d'une organisation plus virulente, directement inspirée par Oussama bin Laden, alors installé au Soudan, et dont le porte-parole, Khaled al Fawwaz n'hésite pas à appeler au renversement du régime saoudien. Il sera arrêté lui aussi pour ses liens avec al Qaïda.

Le roi Fahd se décide alors à limiter l'influence des Ahl ash Sheikh, jugés responsables de l'opposition. En 1994, il crée le Conseil Suprême des Affaires Islamiques et la confie à son frère Sultan, afin de concurrencer l'influence des Oulémas.

L'opposition a alors recours au terrorisme. Deux attentats sont menés contre les intérêts américains en Arabie Saoudite, en 1995 et 1996. Le premier vise la mission de coopération militaire de Riyad et le second, la base militaire de Dhahran. Ils causent au total la mort de 33 personnes, dont 24 Américains (600 blessés en tout). La répression saoudienne est musclée et en 1996, 4 anciens mujahidins d'Afghanistan sont décapités. Le prince Nayef, ministre de l'Intérieur affirme que les responsables des attentats appartiennent à des groupuscules chiites afin de masquer aux Américain l'importance de l'opposition sunnite. Cependant, le CDDL

¹⁰⁷ A cette occasion, Oussama bin Laden proposa de mettre ses mujahidins au service de la monarchie. Sa proposition fut ignorée par le roi.

¹⁰⁸ Londres, surnommé « Londonistan », a servi de refuge à diverses mouvances islamistes extrémistes du fait du haut degré de tolérance des lois britanniques. La loi britannique s'est durcie après 2001.

¹⁰⁹ Comité de Conseil et de Réforme.

révèle que les cerveaux sont également d'anciens mujahidins sunnites enfermés dans une prison hors d'atteinte des enquêteurs du FBI.

3. 2. 3. La vague terroriste de 2003

A partir de 2003, alors que les troupes américaines quittent le royaume, l'Arabie Saoudite subit une vague de violence majeure. Jusque là, les quelques assassinats d'Occidentaux étaient couverts, attribués à des règlements de compte. Dès le début de l'année, les incidents et les accrochages avec la police se multiplient. Le 13 mai, à Riyad, un triple attentat vise deux quartiers résidentiels et la *Saudi Maintenance Company*¹¹⁰. Ils font 35 morts (dont 9 Américains) et 200 blessés. Cet attentat fait définitivement prendre conscience, à la monarchie, de la gravité de la situation. Le Prince Nayef accélère la traque aux terroristes et diffuse une liste de 19 membres d'al Qaïda. Le 9 novembre, un nouvel attentat frappe une zone résidentielle occidentale à Riyad. En plein Ramadan, il tue 18 personnes (4 Américains et 6 Canadiens) et en blesse 122. De nombreux enfants comptent parmi les victimes. Le 21 avril 2004, un attentat vise les forces de sécurité saoudiennes (5 morts, 148 blessés), soit le cœur du pouvoir saoudien. Le premier mai, c'est une usine pétrochimique de Yanbu qui est frappée (10 Occidentaux tués). Les terroristes influent ainsi sur les cours du pétrole qui connaissent déjà une hausse record. Dans la même logique un triple attentat vise les compagnies pétrolières à Khobar (22 morts). Les terroristes s'enfuient avec 50 otages qui seront libérés par l'intervention des forces spéciales (sauf 9 égorgés par les terroristes).

Ainsi, ces actions terroristes visent-elles à déstabiliser le royaume et à utiliser l'arme pétrolière contre l'Occident. Cette situation oblige le royaume à dépenser 750 millions de dollars par an et à déployer 30000 hommes pour la sécurité du complexe pétrolier.

En juin 2004, les terroristes initient une nouvelle stratégie et s'en prennent à des individus : une équipe de la BBC mitraillée (1 mort), un employé américain de Vinnel, d'origine juive, assassiné, deux ingénieurs américains enlevés et décapités.

La répression saoudienne est assez efficace puisque les trois chefs locaux d'al Qaïda ainsi que les numéros 2 et 3 de l'organisation sont liquidés. Il semble que Saleh al Aoufi¹¹¹, numéro 5 d'al Qaïda ait pris la tête des cellules dans la péninsule. Cet ancien policier a été

¹¹⁰ Cette société est la joint-venture de la firme américaine Vinnel, rachetée par le géant de la défense Northrop-Grumman, qui participe à la formation de la Garde Nationale et qui embauche d'anciens militaires et agents de la CIA.

¹¹¹ Il s'agit d'un des cadres les plus dangereux de l'organisation. Ancien policier originaire de la Mecque, il a servi comme mujahid en Afghanistan, Bosnie et Tchétchénie.

choisi en raison de ses relations au sein des services de sécurité saoudiens. Il est évident qu'al Qaïda bénéficie de complicité au sein de la police, de la Garde et des forces armées.

3. 3. **La remise en cause de l'alliance américaine**

3. 3. 1 Les tensions du problème palestinien.

Avant même les attentats du 11 septembre 2001, les relations américano saoudiennes connaissent un refroidissement sensible du fait de la politique pro israélienne du gouvernement Bush. Paradoxalement, l'élection de Georges W. Bush avait laissé supposer un renforcement de l'alliance avec l'Arabie Saoudite. La famille Bush est intimement liée aux milieux d'affaires pétroliers américaines et à la famille royale saoudienne. Le nouveau président est lui-même un ami proche du prince Bandar bin Sultan¹¹², ambassadeur à Washington, avec lequel il a suivi des études. Cependant, depuis 1995, l'essentiel du pouvoir est entre les mains du prince héritier Abdallah qui ne cache pas sa méfiance à l'égard des Etats-Unis. Le lien le plus solide avec Washington est assuré par le clan des Sudaïri, mais ces derniers sont affaiblis par la maladie de leur chef, le roi Fahd.

Dès le début de la seconde Intifada, le prince Abdallah n'hésite pas à fustiger ouvertement les Etats-Unis pour leur soutien à Israël. La situation s'envenime au printemps 2001, lorsque le prince héritier annule une visite officielle à Washington, arguant qu'il se rendrait à Washington lorsque Yasser Arafat y serait invité également. En août, il fait rapatrier une délégation militaire présente au Pentagone pour une commission mixte. Quelques jours avant le 11 septembre, le prince Abdallah envoie une lettre au président Bush dans laquelle il écrit : « A partir de maintenant, vous avez vos propres intérêts et nous les nôtres. »¹¹³. Cette détermination du prince héritier est certainement une des causes qui poussa le président Bush à assouplir ses positions au sujet de la création d'un Etat palestinien au cours de l'hiver suivant.

¹¹² Bandar est le fils de Sultan, ministre de la défense, lui-même frère du roi Fahd. Il appartient au clan des Sudaïri.

¹¹³ Rapporté par le journal saoudien Al Hayat.

3. 3. 2. Le traumatisme du 11 septembre 2001

Les attentats d'al Qaïda contre les Etats-Unis le 11 septembre 2001 mettent directement en péril l'alliance américano saoudienne. En effet, 15 des 19 terroristes ayant détourné les avions ont la nationalité saoudienne. La quasi fuite de 140 ressortissants saoudiens, dont 25 de la famille bin Laden, des Etats-Unis, le lendemain même des attentats ne fait que confirmer les soupçons. Ce drame provoque un revirement dans l'attitude du prince héritier Abdallah. Il est conscient que l'alliance est garante de la sécurité du royaume et de la pérennité de la monarchie, il lui faut absolument coopérer avec les Etats-Unis dans la lutte anti-terroriste et contrer l'adhésion croissante de l'opinion publique saoudienne aux thèses d'al Qaïda. Il affirme ouvertement sa volonté de changement lors du sommet du CCG à Mascate en décembre 2001. Un nouveau coup est porté à l'alliance lorsque le secrétaire administratif d'al Qaïda, Abou Zubäida, est capturé au Pakistan en 2002. Ce dernier évoque, sous penthotal, le soutien de quatre princes saoudiens à l'organisation terroriste, dont Tourki al Fayçal, ancien chef des services secrets. De manière opportune, trois des princes désignés meurent « accidentellement » peu de temps après¹¹⁴. Seul Tourki est resté en vie, sans doute du fait de ses nombreuses relations.

Riyad lance une vaste campagne médiatique visant à réaffirmer l'alliance avec les Etats-Unis alors qu'en Amérique, les médias se déchaînent contre la *Saudi connection*. Pour désamorcer les tensions, Abdallah propose un plan de paix israélo palestinien, acceptant la reconnaissance d'Israël en échange d'une libération des territoires occupés.

Aux Etats-Unis, certains responsables de la sécurité se joignent aux médias pour désigner l'Arabie Saoudite comme une puissance néfaste. Laurent Murawiec du centre de recherche stratégique de la *Rand Corporation* parle d'un « pays ennemi impliqué dans l'infrastructure terroriste du sommet à la base ». Il n'hésite pas à prôner, lors d'une réunion au *Defense Policy Board*¹¹⁵ (DPB), une intervention militaire et la mise en place d'un protectorat américain sur la province du Hassa. De manière exceptionnelle, ces propositions au sein du DPB ont été divulguées à la presse et publiées par le *Washington Post*. Il faut noter que de tels plans existent depuis l'époque du président Nixon. Le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, avait alors envisagé le démembrement du royaume saoudien. Si la réalité d'un tel projet est

¹¹⁴ Ahmad al Saoud, neveu de Fahd est mort d'une crise cardiaque à 43 ans le 22 juillet 2002. Sultan as Saoud (41 ans) est décédé dans un accident de voiture le lendemain, en se rendant aux obsèques de son cousin. Une semaine plus tard, Fahd al Kabir est mort de déshydratation à cause de la canicule sévissant dans la province de Rimah.

¹¹⁵ Organisme de planification stratégique du Pentagone créé en 1985 par Ronald Rumsfeld.

fermement démentie par le gouvernement américain, l'affaire n'en inquiète pas moins fortement les autorités saoudiennes. Ceci n'empêche pas le royaume de rapatrier plusieurs centaines de mujahidins fuyant l'Afghanistan suite à la chute des Talibans¹¹⁶.

On craint alors un retrait massif des investissements saoudiens aux Etats-Unis. Selon le *Financial Time*, entre 100 et 200 milliards de dollars sont effectivement sortis des Etats-Unis, affectant la devise américaine. En Arabie Saoudite, ce rapatriement brutal de capitaux a provoqué une forte inflation, notamment dans le domaine de l'immobilier.

Il est probable qu'il était dans les intentions de bin Laden de remettre en cause l'alliance entre son pays et les Etats-Unis. Comme le souligne Adil al Joubair, conseiller diplomatique d'Abdallah : « il a presque réussi. »

3. 3. 3. Le projet de Grand Moyen Orient.

Lors de son Discours sur l'Etat de l'Union de 2003, le président Bush déclare : « Tant que le Proche Orient restera en proie à la tyrannie, au désespoir et à la colère, il continuera à produire des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité de l'Amérique et de nos amis. ». Selon lui, un Irak libéré et démocratique servira d'exemple pour le reste de la région. Dans ce même discours, il salue les initiatives des dirigeants arabes en faveur de réformes libérales et démocratiques. Il salue en particulier le projet de nouvelle Charte arabe initiée par le prince héritier Abdallah. Ce texte propose de valoriser la participation populaire à la vie politique et d'intégrer pleinement le Moyen Orient dans la mondialisation en libéralisant et modernisant les économies régionales.

Ceci n'empêche pas, comme nous l'avons vu, l'Arabie Saoudite de s'opposer fermement à l'intervention militaire en Irak. Le prince Abdallah y voit une cause de troubles peu propice à la réussite des réformes. Cette intervention continue à éloigner l'Arabie Saoudite de son protecteur américain et ne fait qu'accentuer la haine populaire envers les Etats-Unis. A ceci s'ajoute la méfiance envers les véritables intentions américaines en matière d'alliances et de politique pétrolière.

L'invasion de l'Irak permet cependant de mettre un terme à la présence militaire américaine sur le sol du royaume. Après l'invasion, les Etats-Unis n'ont plus d'intérêt particulier à garder leurs troupes stationnées sur le sol saoudien. Il reste à cette date 5000 hommes maintenus après la première guerre contre l'Irak en 1991, afin d'assurer la

¹¹⁶ Ils ont été répartis sur l'ensemble du territoire avec l'obligation de se tenir tranquilles.

surveillance de la zone d'exclusion aérienne. A partir de juin 2003, les appareils de l'USAF¹¹⁷ sont redéployés dans d'autres pays du CCG et l'état major d'al Kharj est transféré au Qatar. Le problème posé par la présence militaire américaine pour la stabilité intérieure saoudienne n'est pas récent. A l'époque du président Kennedy, le prince Fayçal avait proposé la fermeture de la base de Dhahran mise à disposition des Etats-Unis depuis 1945. En 1962, le bail de cette base n'avait pas été renouvelé. Elle était cependant restée une enclave américaine et n'a jamais cessé d'accueillir des appareils américains. Le départ des militaires américains constitue un soulagement pour la monarchie qui se débarrasse ainsi d'une des principales causes de contestation populaire et islamiste. C'est également un soulagement pour les Etats Unis, inquiets pour la sécurité de leurs ressortissants (35000 dans le royaume) et conscients des tensions provoquées.

3. 4. Les tensions dynastiques et la nécessité des reformes

3. 4. 1. Les querelles entre le roi et le clan des Sudaïri

Le roi Abdallah monte sur le trône en 2005, à l'âge de 81 ans. De fait, il a assuré l'essentiel du pouvoir depuis l'embolie cérébrale du roi Fahd en 1995. Son accession au trône obéit aux règles de succession saoudiennes, selon lesquelles, le trône revient aux fils du souverain défunt (Abd al Aziz), de frère à frère par ordre d'âge décroissant. Ce système, compatible avec la sharia, stipule que tous les fils, légitimes ou non, sont égaux en droit eu égard à l'héritage paternel. Abdallah est le treizième fils d'Abd al Aziz et le cinquième à accéder au trône¹¹⁸. Il est le fils de l'union hautement politique entre Abd al Aziz et sa huitième épouse Fahda al Shouraïm. Fahda était une princesse issue de la puissante confédération tribale des Chamars, anciens ennemis des Saoud, établis dans le Nord du royaume et au Mashrek¹¹⁹.

Prince héritier depuis 1982, il est en concurrence avec ses demi-frères du clan des Sudaïri. Ce clan regroupe les fils de la princesse Hassa al Sudaïri, favorite d'Abd al Aziz. Depuis la mort du roi Fahd (fils aîné d'Hassa), le chef du clan est le très ambitieux prince Sultan (80 ans), ministre de la défense depuis 1962. Ce clan, surnommé clan des sept S¹²⁰, comprend également Abd ar Rahman, vice ministre de la défense, Nayef, ministre de

¹¹⁷ United States Air Force, l'armée de l'air des Etats-Unis.

¹¹⁸ Après Saoud IV (1953-1964), Fayçal II (1964-1975), Khaled II (1975-1982) et Fahd Ier (1982-2005).

¹¹⁹ Par sa mère, Abdallah a des liens lointains avec Saddam Hussein.

¹²⁰ Pour les 7 fils de Hassa.

l'intérieur, Tourki, homme d'affaires, Salman, gouverneur de Riyad et Ahmad, vice ministre de l'intérieur. Sultan est devenu prince héritier à la mort de son frère. Le clan des Sudaïri apparaît comme le véritable socle du pouvoir saoudien depuis 1982 alors que le roi Abdallah, seul fils de Fahda, ne bénéficie pas de l'appui de frères. La puissance des Sudaïri est accentuée par leur position dominante dans les ministères coercitifs. Pour compenser cela, Abdallah s'appuie sur le soutien de la Garde nationale dont il a été le chef de 1963 à 2005. Cette force prétorienne moderne de 75000 hommes est indépendante des forces armées (100000 hommes) du prince Sultan. Le prince Minteb, fils aîné d'Abdallah a d'ailleurs été nommé chef de la Garde à la suite de son père. La lutte de pouvoir entre Abdallah et Sultan pour le contrôle des forces armées dure depuis 1982. A cette date, Sultan avait tenté, sans succès, d'intégrer la Garde dans les forces armées, arguant qu'Abdallah, devenu prince héritier ne pouvait conserver la fonction de chef de la Garde. Il est, à ce sujet, ironique de constater qu'après 2005, Sultan a conservé sa fonction de ministre de la défense. En fait, beaucoup s'inquiétaient du risque de concentrer toutes les forces militaires sous le commandement d'un personnage aussi ambitieux que Sultan.

Le ressentiment des Sudaïri envers le prince héritier était très fort et ils n'ont pas hésité à prétendre que ce dernier avait volontairement provoqué la maladie du roi. Une violente querelle entre Sultan et Abdallah aurait en effet été la cause de l'embolie cérébrale. Selon eux Abdallah aurait sciemment déclenché la dispute. En janvier et février 1996, Abdallah a obtenu la régence formelle du royaume de manière brève. Les Sudaïri se sont empressés de remettre de roi Fahd à la tête de l'Etat malgré son incapacité évidente à gérer les affaires du royaume.

Lors de l'absence d'Abdallah en déplacement à un sommet du CCG à Mascate en 1995, Sultan tente de valider auprès des Oulémas son accession au trône et de démettre Abdallah de toutes ses fonctions. Les Oulémas refusent de collaborer, évitant certainement une guerre civile au royaume. En 1997, Abdallah, en visite auprès des tribus Chammars, est informé d'une tentative d'assassinat contre sa personne. Sans paniquer, il poursuit sa visite, affichant sa confiance en ses hôtes. A son retour, il organise de grandes manœuvres de la Garde nationale afin de montrer à Sultan sa détermination à se maintenir au pouvoir.

Malgré cette détermination, Abdallah est resté totalement exclu des décisions concernant la santé du roi Fahd. Les Sudaïri ont chargé un médecin américain de le maintenir en vie, dans l'espoir de voir Sultan lui succéder. Ainsi l'Arabie saoudite est-elle restée officiellement dirigée pendant dix ans par un souverain impotent.

3. 4. 2. La personnalité du roi Abdallah

L'opposition entre Abdallah et les Soudaïri n'a pas que des raisons familiales. Abdallah s'est toujours montré très différent de ses demi-frères dans le domaine politique. Très tôt, il s'est élevé contre la corruption. A l'opposé, Sultan est stigmatisé comme l'archétype du prince corrompu. Durant de longues années, Sultan a géré les programmes d'équipement militaire en veillant à favoriser ses intérêts. Son image est détériorée et en 2002, des manifestants conservateurs lui jettent des tomates lors d'une visite à Bouraïdah¹²¹. A partir de 1995, Abdallah n'hésite pas à dénoncer les détournements au profit de la famille royale et, en 1996, il bloque une série d'affaires immobilières frauduleuses. Il s'en prend en particulier aux fils de Sultan, réputés pour l'ampleur de leurs malversations : le prince Bandar, ambassadeur aux Etats-Unis et le prince Khaled, vice ministre de la défense. Il s'efforce de réduire le train de vie des quelques 30000 membres de la famille royale et leur impose de payer leurs factures d'électricité et leurs billets d'avion sur *Saudi Airlines*. Il tente également de réduire les dépenses militaires.

L'austère Abdallah a également la réputation d'être un nationaliste. Il est bien moins impliqué dans les liens avec le pouvoir américain que les Soudaïri. Pour cette raison, Washington l'a longtemps considéré comme un élément néfaste pour leur politique moyen-orientale et a toujours favorisé les princes du clan des Soudaïri. La volonté d'Abdallah de prendre ses distances avec les Etats-Unis est apparue clairement sur les questions palestinienne et irakienne.

Enfin, Abdallah est connu pour sa piété et bénéficie de ce fait du respect des milieux religieux. Ceci lui permet, de manière paradoxale, d'imposer des réformes aux oulémas. Après 2001, la reprise en main de l'institution religieuse par la monarchie est une nécessité impérieuse. En effet, de nombreux oulémas émettent des fatwas condamnant à la fois la politique américaine et le soutien tacite de l'Arabie Saoudite. Un des meneurs de cette fronde des Oulémas est le Sheikh Hamad ash Shouwaïbi, imam de Bouraïdah. Dans une fatwa de 2001, il annonce que : « Quiconque soutient les infidèles contre des Musulmans doit lui-même être considéré comme infidèle. C'est un devoir de mener le jihad contre celui qui soutient l'attaque contre l'Afghanistan, que ce soit de sa main, de sa parole ou de son argent. ». Cette fatwa revient à accuser la monarchie saoudienne d'apostat, synonyme de condamnation à mort selon les préceptes wahhabites. Face à ce mouvement, Abdallah, fort de

¹²¹ Ce village du cœur du Nadj est considéré comme un haut lieu de l'ultra conservatisme wahhabite.

sa bonne réputation, adopte des mesures fermes et répressives. Cette attitude tranche avec celle du roi Fahd, avant 1995, qui avait accepté beaucoup de concessions pour calmer les oulémas suite à l'arrivée en masse des forces américaines sur le sol du royaume. Ces concessions avaient contribué à figer davantage la société saoudienne, allant ainsi à l'encontre des nécessités de réformes sociales, politiques et économiques.

3. 4. 3. Le roi Abdallah et la question des réformes

En janvier 2003, une pétition signée par 104 personnalités originaires de toutes les provinces est remise au prince Abdallah. Les « 104 » se présentent comme des patriotes qui estiment que leur devoir religieux est de demander la mise en place de réformes politiques, sociales et économiques profondes aux autorités royales. Ils demandent l'instauration du suffrage universel afin de mettre en place une véritable monarchie constitutionnelle, l'indépendance du pouvoir judiciaire, le droit d'association et tous les droits de l'homme reconnus par l'Islam, la valorisation du rôle des femmes et une gestion économique rigoureuse.

Cet appel, également diffusé par les médias, reçoit un accueil favorable de la part du prince héritier, qui y voit un soutien pour ses projets de réforme. Depuis longtemps conscient des maux du royaume, Abdallah s'est officiellement engagé sur la voie du changement lors du discours de 1999 à Médine, au cours duquel il énonce ses deux axes d'effort prioritaires: une gestion financière rigoureuse et une diplomatie plus ouverte sur le monde arabe et musulman. Cependant, ces grands axes ne sont pas exclusifs. Il se lance dans un intense programme de visites et de consultation et amorce des réformes dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique. En 1999, il est le premier souverain à se rendre à al Qâtif, ville majoritairement peuplée de Chiites. Il s'intéresse à l'évolution de l'enseignement en rencontrant régulièrement les directeurs des universités. Il se dit attentif aux attentes des femmes et promet une évolution. Face aux oulémas, il demande de lutter contre le fanatisme religieux. Abdallah, s'appuie sur les médias et mène une véritable campagne de séduction pour gagner la confiance de ses sujets et leur adhésion aux réformes. En 2002, une réforme de la procédure pénale est engagée. En 2003, une commission sur les droits humains est créée, un élargissement du champ de liberté d'expression est accepté par le majlis ash shura au profit des médias. Les sessions du majlis sont diffusées à la télévision à partir de 2003 également, alors que des élections locales partielles sont organisées pour la première fois en 2005.

Les projets du nouveau roi sont ambitieux et courageux, si les résultats sont lents à se faire sentir. Longtemps dénigré par Washington, il est aujourd'hui le plus fervent défenseur des réformes et le meilleur garant de leur réussite. Abdallah s'impose comme un homme d'Etat responsable, honnête et compétent que l'on compare volontiers au roi Fayçal. Ses principales faiblesses sont son grand âge et sa solitude.



CONCLUSION

L'Arabie Saoudite est donc bien un Etat en crise, ébranlé sur ses deux piliers : le wahhabisme et le pétrole.

La doctrine wahhabite, ciment fondateur du royaume est remise en cause par l'Occident qui le perçoit désormais comme une menace et une atteinte aux droits de l'Homme. Cette application conservatrice et rigoriste de l'Islam, qui fut, jusqu'à une époque récente, perçue aux Etats-Unis comme un rempart contre les idéologies révolutionnaires, est devenue un vecteur de haine anti occidentale. Le wahhabisme conservateur de l'époque de la guerre froide s'est muté en islamisme révolutionnaire sous l'effet des difficultés intérieures du royaume et des événements internationaux, en particulier la guerre du Golfe de 1991 et le conflit israélo-palestinien. Cependant, la grande majorité des Saoudiens, instruits par des oulémas dans les écoles coraniques wahhabites, restent persuadés de la supériorité de leur conception de l'Islam. Ils attendent donc de leurs dirigeants une attitude appropriée vis-à-vis de ceux qui envahissent le « dar al Islam »¹²² en Afghanistan et en Irak et qui soutiennent Israël. Or ces dirigeants savent qu'ils ne peuvent renoncer à leur alliance avec l'Occident sans mettre en péril leur prospérité économique et l'existence même du royaume.

La fin de l'éphémère ère du tout pétrole, quant à elle, remet en cause le modèle rentier de développement saoudien. Avec une chute d'un tiers de la richesse par habitant en quelques années, le royaume est désormais en proie à la pauvreté et au chômage. Un malaise social et une contestation politique découlent de cette crise économique.

Ainsi la monarchie n'assure plus ses rôles fondamentaux de garant de l'application des concepts wahhabites et de redistributeur de la richesse pétrolière. Elle est condamnée à réformer l'Etat de manière fondamentale. Cependant, ces réformes vitales provoquent une opposition et des troubles sociaux susceptibles à leur tour d'abattre l'Etat.

Face à cette situation périlleuse, le roi Abdallah apparaît bien seul. A l'intérieur, il bénéficie de l'approbation des milieux progressistes, désireux d'ouvrir et de libéraliser la société, ainsi que d'une grande partie des oulémas, respectueux de la bonne réputation religieuse du monarque. Par contre, il se heurte au conservatisme et à l'immobilisme généralisé de la société saoudienne ainsi qu'au puissant clan des Sudaïri au sein de la famille royale. A l'extérieur, sa volonté de réforme est saluée par l'Occident alors que sa politique réorientée vers le monde arabo-musulman satisfait les pays avoisinants. Cependant, Abdallah

¹²² La maison de l'Islam, les zones dans lesquelles règne la loi islamique, en opposition au « dar al harb », maison de la guerre, les zones restant à convertir.

a longtemps été considéré comme indésirable à Washington et il est peu probable que la nouvelle politique extérieure saoudienne efface le ressentiment des Etats voisins à l'égard de cette puissance riche et arrogante, ennemie jurée du nationalisme arabe et de l'islamisme iranien. Les Etats du CCG eux-mêmes, bien qu'inquiets de l'instabilité du royaume, sont irrités par l'attitude traditionnellement dominatrice du royaume.

Le roi Abdallah, confronté à la réalité du pouvoir depuis une dizaine d'année, a fait preuve des qualités d'un grand homme d'Etat, mais sa tâche est redoutable. L'avenir du royaume repose en grande partie sur les capacités de cet octogénaire à imposer les réformes nécessaires sans provoquer de rupture définitive entre la monarchie et ses sujets. Sa disparition amènerait au pouvoir le prince Sultan, de deux ans son cadet, stéréotype des princes corrompus et irresponsables des années fastes. Son échec serait lourd de conséquences pour la région et pour l'économie mondiale.



ANNEXE 1

Carte du royaume d'Arabie Saoudite



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français :

- David RIGOULET-ROZE, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite* ; Armand Colin, 2005
- Guillaume FOURMONT-DAINVILLE, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite, la guerre intérieure* ; Ellipse, 2005.
- Gilles KEPPEL, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme* ; Folio, 2000.
- Louis GARDET, *L'Islam* ; Desclée de Brouwer, 2002.
- Georges MUTIN, *Géopolitique du monde arabe* ; Ellipses, 2005.
- François THUAL, *Abrégé géopolitique du Golfe* ; Ellipses, 1997.
- Vincent CLOAREC et Henry LAURENS, *le Moyen Orient au 20^{ème} siècle* ; Armand Colin, 2003.
- Antoine BASBOUS, *L'Arabie Saoudite en guerre* ; Perrin, 2004.

Ouvrages en anglais :

- Reinhard Schulze, *A modern history of the islamic world* ; I.B Tauris, 2002.
- Paul Michael WIHBEY, *Succession in Saudi Arabia, the not so silent struggle* ; IASPS research papers in strategy, n°4, 1997.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
1 Fondements et développement de l'Arabie Saoudite.	6
1.1 L'alliance entre le prince et le réformateur religieux.	6
1.1.1 Les origines du wahhabisme	6
1.1.2 Le wahhabisme : fondement de la légitimité saoudienne	8
1.2 Les conquêtes d'Abd al Aziz ibn Saoud.	9
1.2.1 Le premier Etat saoudien	9
1.2.2 Le second Etat saoudien	10
1.2.3 Les conquêtes d'Abd al Aziz II ibn Saoud	10
1.3 L'organisation du pouvoir et du territoire.	12
1.3.1 La prise de contrôle de populations hétérogènes	12
1.3.2 La fidélisation et la sédentarisation des bédouins	13
1.3.3 La politique intérieure pragmatique d'Abd al Aziz	14
1.3.4 La mise en place de structures territoriales et politiques modernes	15
1.4 La manne pétrolière au service des Saoud.	16
1.4.1 Les débuts de l'exploitation pétrolière	16
1.4.2 La fortune saoudienne	18
1.4.3 Le complexe pétrolier saoudien	19
2 L'Arabie Saoudite sur la scène internationale.	21
2.1 La puissance dominante de la péninsule arabique	21
2.1.1 Les enjeux du tracé des frontières	21
2.1.2 Les relations avec le Yémen	22
2.1.3 Le Conseil de Coopération du Golfe	23
2.2 Un acteur régional majeur.	25
2.2.1 L'Arabie Saoudite sur la scène arabe	25
2.2.2 La confrontation avec la puissance chiite iranienne	27
2.2.3 L'inquiétude face à la crise irakienne	30

2.3	Le premier exportateur de pétrole au monde.	31
2.3.1	L'alliance américaine	31
2.3.2	L'arme pétrolière	33
2.3.3	Le difficile équilibre	34
2.4	Le rayonnement par l'Islam.	35
2.4.1	La monarchie protectrice des lieux saints	35
2.4.2	La politique islamique internationale	37
2.4.3	Les liens avec les mouvements jihadistes	39
3	Les défis de la période post-guerre froide.	42
3.1	Les difficultés économiques et sociales	42
3.1.1	La fin du tout pétrole	42
3.1.2	Les réformes économiques	43
3.1.3	L'évolution des mentalités	45
3.2	Le néo ikhwanisme.	46
3.2.1	Le retour des Ikhwân	46
3.2.2	La montée en puissance des mouvements d'opposition islamistes	47
3.2.3	La vague terroriste de 2003	49
3.3	La remise en cause de l'alliance américaine.	50
3.3.1	Les tensions du problème palestinien	50
3.3.2	Le traumatisme du 11 septembre 2001	51
3.3.3	Le projet de grand Moyen Orient	52
3.4	Les tensions dynastiques et la nécessité des réformes.	53
3.4.1	Les querelles entre le roi et le clan des Sudaïri	53
3.4.2	La personnalité du roi Abdallah	55
3.4.3	Le roi Abdallah et la question des réformes	56
	CONCLUSION	58
	ANNEXE 1 : carte du royaume	60